



24.060

200 Franken sind genug!
(SRG-Initiative).
Volksinitiative

200 francs, ça suffit !
(initiative SSR).
Initiative populaire

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir führen eine allgemeine Aussprache über die Volksinitiative und behandeln auch den Rückweisungsantrag sowie das Eintreten auf den direkten Gegenentwurf.

Klopfenstein Broggini Delphine (G, GE), pour la commission: L'initiative populaire, "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)", ne propose pas une réforme, mais un véritable démantèlement de la cohésion nationale. Réduire le budget de la SSR de moitié, c'est fragiliser un pilier de notre démocratie, fragiliser ce qui unit les deux côtés de la Sarine, les deux côtés du Gothard. Ce n'est pas simplement supprimer quelques émissions, mais c'est menacer de disparition la diversité des contenus, la diversité de toutes nos régions linguistiques. En s'en prenant ainsi à notre service public, on pousse les minorités culturelles vers des médias étrangers: une Suisse romande absorbée par TF1, un Tessin tourné vers la RAI, une région romanche réduite au silence. Est-ce là l'identité que ce Parlement veut laisser aux futures générations ? Tandis que les autres pays du monde investissent dans leurs médias à l'étranger pour renforcer le "soft power", la Suisse se retirerait du jeu comme si elle avait décidé de perdre cette guerre de l'information. On peut se rassurer ici, et je parle au nom de la majorité de la Commission des transports et des télécommunications qui l'a bien compris, comme d'ailleurs le Conseil fédéral, qui l'a aussi exprimé dans son message du 19 juin 2024. C'est une opposition nette et claire à cette initiative, une opposition par 17 voix contre 8 au terme de six séances de travail les 14 octobre et 4 novembre 2024, ainsi que les 13 janvier, 10 février, 24 mars et 28 avril 2025.

Nous sommes donc réunis aujourd'hui pour discuter d'une initiative qui touche au cœur de notre démocratie, à savoir le service public médiatique. On le sait, la SSR garantit une information indépendante et accessible à toute la population, tout en luttant contre les fake news. Elle assure une représentation équitable des régions et des langues du pays. Elle soutient la cohésion nationale, la culture suisse et la démocratie. La SSR est un pilier central du paysage médiatique suisse. Elle est aujourd'hui menacée par l'initiative de l'UDC.

Que vise cette initiative ? L'initiative 24.060, "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)", modifie la Constitution et notamment son article 93. Elle réduit la redevance radio et télévision à 200 francs par an pour les ménages, contre 335 francs à l'heure actuelle, et supprime entièrement la redevance pour les entreprises. Les initiants et initiantes estiment que, avec 900 millions de francs par an, la SSR peut maintenir un service public de base. Que ressort-il des auditions ? On a eu l'occasion d'entendre les auditions de beaucoup d'acteurs et d'actrices qui nous ont montré le retour du terrain, ce qui était indispensable pour se faire une idée totale du paysage. La SSR a averti que la perte de 750 millions de francs entraînerait 2500 suppressions de postes, la fermeture de studios régionaux et un recul dramatique de l'offre culturelle, sportive et linguistique. Les cantons, de leur côté, s'opposent unanimement à l'initiative. Le service régional est vital pour la formation de l'opinion locale et la cohésion nationale. Les cantons voient un risque de centralisation excessive et la perte des journaux régionaux, avec évidemment des effets négatifs sur l'emploi régional. On le sait : la Suisse romande et le Tessin sont particulièrement touchés. Les représentants et représentantes des médias privés craignent aussi cette initiative. Ils expriment des inquiétudes communes sur la concurrence de la SSR, surtout dans le numérique



et le sport, et demandent une redéfinition des rôles et des règles pour un paysage médiatique plus équitable. Les représentants culturels, sportifs et des minorités linguistiques ont tous exprimé un refus catégorique. CinéSuisse, par exemple, défend l'investissement de la SSR dans le cinéma suisse. La SSR joue un rôle central dans la création de valeur de l'industrie cinématographique. Cela a naturellement un impact culturel, mais aussi un impact économique important. Les productions cinématographiques constituent un moteur de croissance dans de nombreuses régions de notre pays. La "Lia Rumantscha" a également été entendue. C'était un plaisir de les entendre, de les avoir pour nous exprimer exactement le retour du terrain. La "Lia Rumantscha" a averti que le romanche serait gravement menacé. Il faut le rappeler : le romanche est quasi exclusivement diffusé par les médias de service public à sa petite communauté linguistique – le romanche est parlé par environ 50 000 personnes. Cette faible audience ne permet donc pas de gérer des revenus publicitaires suffisants pour financer une offre médiatique autonome. C'est l'occasion ici de rappeler la mission constitutionnelle de la SSR, soit celle de servir les quatre langues nationales de notre pays : l'allemand, le français, l'italien et bien sûr aussi le romanche. Swiss Olympic, de son côté, dénonce la disparition de la visibilité pour les sports non commerciaux. L'organisation considère la SSR comme un partenaire essentiel, offrant une couverture sportive de qualité, diversifiée et multilingue. Une réduction significative de la redevance pourrait compromettre cette couverture, affectant particulièrement les sports moins médiatisés.

Ensuite, on a eu le débat politique. On s'est fait un avis sur cette initiative et on a discuté d'un éventuel contre-projet. Le Conseil fédéral a proposé un contre-projet, via une adaptation de l'ordonnance, qui consiste en une réduction progressive de la redevance à 300 francs d'ici 2029 et une exonération des entreprises ayant un chiffre d'affaires allant jusqu'à 1,2 million de francs. Mais, au-delà de cette proposition, qu'on ne va pas traiter, puisqu'elle concerne l'ordonnance et qu'on n'a pas la main dessus, la commission a proposé d'autres contre-projets. Toutes ces autres tentatives ont échoué les unes après les autres.

Le 13 janvier 2025, la commission a d'abord adopté un contre-projet indirect de justesse, par 13 voix contre 12, orienté autour d'une diminution de la redevance, sans montant clair articulé, et une exonération des entreprises. Cette proposition sera refusée par la CTT-E en février. Le 25 mars 2025, nouvelle tentative, avec cette fois-ci un montant articulé autour de 300 francs et toujours une exonération pour les entreprises. Cette proposition a été rejetée, par 13 voix contre 12, tandis qu'une version avec une suppression progressive pour les entreprises a été adoptée, par 13 voix contre 11 et 1 abstention. Cette dernière sera cependant rejetée par la CTT-E le 15 avril 2025, par 9 voix contre 3. Le 29 avril 2025, la CTT-N, par 17 voix contre 8, décide de recommander le rejet de l'initiative sans contre-projet. Les discussions ont donc été assez importantes et assez lourdes, mais, à la fin, on est très clairement arrivé à une conclusion unanime, en tout cas une conclusion très claire, qui est de recommander le rejet de l'initiative, par 17 voix contre 8.

AB 2025 N 739 / BO 2025 N 739

Quels sont les enjeux pour l'avenir et de quoi a-t-on discuté? Au terme de ces longs débats, deux constats s'imposent. L'initiative 24.060 est radicale, elle menace la diversité linguistique, l'égalité d'accès à l'information et la cohésion nationale. La commission confirme qu'il faut recommander le rejet pur et simple de l'initiative sans alternative parlementaire, tout en laissant la porte ouverte à des réformes futures ciblées, des coopérations avec les privés, un recentrage numérique, une évaluation des coûts. Tout cela est important, mais ne doit pas se faire à travers le démantèlement proprement dit du service public. La Suisse a besoin d'un service public médiatique fort et diversifié – ceci a clairement été dit. Il ne s'agit pas de préserver un système par inertie, mais bien de le faire évoluer intelligemment en phase avec les nouvelles réalités et sans le démanteler. Au nom de la majorité de la commission, je vous invite donc à recommander le rejet de l'initiative 24.060 pour préserver ce bien commun qu'est une information accessible, une information pluraliste et dans toutes les langues du pays. La majorité de la commission propose également de rejeter les deux propositions de minorité qui nous sont soumises ici. La proposition défendue par la minorité Fischer Benjamin, qui vise entre autres à alléger sensiblement les charges financières des ménages, mais plus clairement des entreprises, a été refusée, par 14 voix contre 8 et 3 abstentions. La proposition défendue par la minorité Pult, qui envisage une nouvelle forme de financement via un fonds indépendant alimenté par une légère hausse de la TVA permettant un allègement équitable sans nuire aux services publics, a été rejetée, par 16 voix contre 9 et 3 abstentions.

Candinas Martin (M-E, GR), für die Kommission: Heute und nächste Woche beraten wir die Volksinitiative "200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)". Diese fordert eine Senkung der Abgabe für Radio und Fernsehen von heute 335 auf 200 Franken pro Haushalt. Gleichzeitig sollen Unternehmen vollständig von der Abgabepflicht befreit werden. De facto geht es um eine Halbierung der heutigen SRG. Die SRG dürfte künftig nur noch



Radio- und Fernsehprogramme finanzieren, die einen "unerlässlichen Dienst für die Allgemeinheit erbringen" – was immer das konkret bedeuten mag.

Ihre Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen hat sich intensiv und sorgfältig mit der vorliegenden Volksinitiative auseinandergesetzt. Die Kommission hat dieses Geschäft in insgesamt neun Sitzungen beraten. Wir haben das Initiativkomitee, Vertreterinnen und Vertreter der SRG und privater Medienhäuser, Vertreter der Kantone, der Wissenschaft, der Wirtschaft und der Zivilgesellschaft angehört. Auch haben wir zahlreiche Berichte von der Verwaltung eingefordert. Unser Ziel war es, uns ein fundiertes Bild zu machen und genau zu verstehen, welche Auswirkungen eine Annahme dieser Initiative hätte.

Nach intensiver Diskussion entschied sich die Kommission zweimal mit knapper Mehrheit für die Ausarbeitung eines indirekten Gegenvorschlags. Die entsprechenden parlamentarischen Initiativen enthielten weitreichende Elemente: eine vollständige Befreiung der Unternehmen von der Abgabe, eine weitere Reduktion der Abgabe für die Haushalte, eine stärkere Kooperation der SRG mit privaten Medien sowie die Stärkung der Unabhängigen Beschwerdeinstanz. Die Schwesterkommission des Ständerates lehnte die parlamentarischen Initiativen 25.400 und 25.433 unserer Kommission jeweils deutlich ab, dies mit der Begründung, dass der Gegenvorschlag des Bundesrates, den dieser im Rahmen seiner Kompetenzen auf Verordnungsebene beschlossen hat, bereits sehr weit gehe.

Unsere Kommission nahm die Beschlüsse der Schwesterkommission zur Kenntnis. Einen dritten Versuch für einen indirekten Gegenvorschlag lehnte die Kommission mit 14 zu 8 Stimmen bei 3 Enthaltungen ab. Entsprechend hat Kollege Fischer den vorliegenden Rückweisungsantrag eingereicht. Die Minderheit Fischer Benjamin will einen indirekten Gegenentwurf ausarbeiten, mit welchem eine effizientere Ausgestaltung des Service public im Bereich Radio und Fernsehen erreicht werden soll. Dieser beinhaltet mehr oder weniger die gleichen Elemente, die schon zweimal von der Schwesterkommission verworfen wurden. Namens der Kommission bitte ich Sie, den Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin abzulehnen.

Was beinhaltet der Gegenvorschlag des Bundesrates? Die Haushaltsabgabe wird ab 2027 schrittweise auf 300 Franken gesenkt. Unternehmen mit einem Jahresumsatz von bis zu 1,2 Millionen Franken werden vollständig von der Abgabe befreit. Rund 80 Prozent aller Unternehmen werden künftig keine Abgabe mehr zahlen. Dieser Gegenvorschlag bedeutet, dass die SRG in Zukunft 17 Prozent weniger Mittel zur Verfügung hat. Sie muss bis 2029 mindestens 270 Millionen Franken sparen. Das ist ein immenser Sparauftrag in sehr kurzer Zeit, eine Herausforderung sondergleichen, an der sich so mancher Unternehmer im freien Markt die Zähne ausbeissen würde.

Nun zur Initiative: Wieso beantragt die Kommissionsmehrheit, die SRG-Initiative zur Ablehnung zu empfehlen? Erstens würde die SRG in ihrer heutigen Form nicht mehr existieren. Eine Halbierung der Mittel bedeutet nicht einfach ein bisschen weniger Programm – sie bedeutet strukturelle Verwerfungen. Regionalstudios müssten schliessen, Inhalte massiv reduziert, ganze Formate eingestellt werden. Betroffen wären nicht nur Eigenproduktionen, Kultur- und Sportsendungen, sondern auch die Sichtbarkeit der Sprachminderheiten. Mit der Hälfte des heutigen Budgets könnte die SRG weder ihre föderale Struktur noch ihre Viersprachigkeit aufrechterhalten. Der öffentliche Rundfunk würde auf eine schmale, zentralisierte Nachrichtenproduktion reduziert – ein medialer Torso statt einer integrativen Plattform für die Schweiz.

Zweitens gefährdet die Initiative zentrale Pfeiler unserer direkten Demokratie. Die SRG trägt tagtäglich dazu bei, dass sich die Bürgerinnen und Bürger eine fundierte Meinung bilden können: auf Augenhöhe, in allen Landessprachen, unabhängig und faktenbasiert. Sie schafft Zugänge, auch für jene, die nicht in urbanen Zentren wohnen, die keine Tageszeitung lesen oder auf ausländischen Plattformen unterwegs sind. Mit einer Schwächung der SRG droht die gesellschaftliche Debatte fragmentierter, polarisierter und anfälliger für Desinformation zu werden – ein Risiko, das im aktuellen geopolitischen Umfeld kaum hoch genug eingeschätzt werden kann.

Drittens hätte eine Annahme der Initiative gravierende wirtschaftliche Folgen. Eine Reduktion der SRG-Ausgaben um über 750 Millionen Franken trifft nicht nur das Unternehmen selbst, sondern die ganze Wertschöpfungskette: Produktionsfirmen, Technikdienstleister, Kulturschaffende, Lieferanten. Laut BAK Economics drohen ein gesamtwirtschaftlicher Schaden von rund 788 Millionen Franken und der Verlust von insgesamt über 6000 Arbeitsplätzen, dies überproportional in peripheren Regionen, in denen die SRG eine stabile Arbeitgeberin ist.

Auch die privaten Medienhäuser, die heute in vielfacher Weise mit der SRG kooperieren – das wurde gerade kürzlich kommuniziert –, wären durch eine Austrocknung der gemeinsamen Infrastrukturen betroffen. Mit ihren Kooperationen ist die SRG nämlich auch Garant für einen insgesamt starken und gesunden Medienplatz Schweiz. Es trifft also nicht nur die SRG, es trifft die ganze Medienbranche.

Viertens ist die Initiative medienpolitisch rückwärtsgewandt. Sie erlaubt ausdrücklich nur noch die Finanzierung



von Radio- und Fernsehangeboten. Das heisst: Digitale Formate, das Streaming von Filmen und Serien, Sport auf der App, Podcasts oder News auf Social-Media-Kanälen – genau das, was heute ein wachsender Teil des Publikums konsumiert – dürften nicht mehr aus der Abgabe finanziert werden. Damit würde die SRG in der digitalen Transformation zurückgebunden. Gerade junge Menschen, die kaum noch klassische TV-Kanäle nutzen, verlören den Zugang zu einem zeitgemässen öffentlichen Medienangebot und damit zu verlässlicher, unabhängiger Information.

Fünftens ist die Grundannahme der Initiative, mit 200 Franken lasse sich ein gleichwertiger Auftrag erfüllen, schlicht unrealistisch. Die Anforderungen der Bundesverfassung an den Service public gelten weiterhin: Versorgung aller Sprachregionen, Förderung der Kultur, Bildung, unabhängige Information, Barrierefreiheit. Doch mit nur 200 Franken pro

AB 2025 N 740 / BO 2025 N 740

Haushalt, ohne Unternehmensabgabe und mit sogar noch höherer Ausschüttung an private Sender, wie sie die parlamentarischen Initiativen Bauer und Chassot fordern, die der Ständerat am 5. Juni behandeln wird, bleibt schlicht keine Basis für eine glaubwürdige Umsetzung. Die Folge wäre ein reiner Sparbetrieb, nicht ein effizienter, sondern ein amputierter Service public. Es wäre ein Angebot, das weder Breite noch Tiefe hat und den verfassungsmässigen Auftrag nicht mehr erfüllen kann.

Ich fasse zusammen: Die Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen empfiehlt Ihnen mit 17 zu 8 Stimmen, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Die Initiative schiesst weit über das Ziel hinaus. Sie gefährdet, was sich in Jahrzehnten bewährt hat und was wir gerade in Zukunft dringender denn je brauchen: eine starke, unabhängige, vielfältige Medienlandschaft mit nationaler Ausstrahlung und regionaler Verankerung.

Jetzt noch etwas zum direkten Gegenvorschlag, zur Minderheit Pult: Diese will einen vom Bundeshaushalt unabhängigen Fonds einrichten. Zur Finanzierung von Radio und Fernsehen sowie anderer Formen der öffentlichen fernmeldetechnischen Verbreitung von Darbietungen und Informationen sollen der Normalsatz der Mehrwertsteuer um 0,4 sowie der Sondersatz für Beherbergungsleistungen um 0,2 Prozentpunkte erhöht werden. Die Kommission hat diesen Antrag mit 16 zu 9 Stimmen abgelehnt. Sie erachtet die heutige Finanzierung als zweckmässig und will die Mehrwertsteuer nicht für diesen Zweck erhöhen, dies nicht zuletzt, weil aktuell Erhöhungen der Mehrwertsteuer für andere Bereiche debattiert werden.

Namens der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie, die Minderheitsanträge Fischer Benjamin und Pult abzulehnen und die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

(discurra sursilvan) Ans laschain engaschar comunablamain per ina ferma SSR per l'entir pajais, per tut las regions, a favur da nossas linguas naziunalas.

Fischer Benjamin (V, ZH): Die Minderheit beantragt Ihnen – das hat der Kommissionssprecher bereits gesagt –, die Volksinitiative an die Kommission zurückzuweisen, mit dem Auftrag, einen indirekten Gegenvorschlag auszuarbeiten. Damit wollen wir endlich eine differenzierte Diskussion über die SRG und über den medialen Service public führen und dringend notwendige Reformen in Angriff nehmen. Der Kommissionssprecher hat es ebenfalls gesagt: Ihre KVF hat dem zugestimmt, wollte einen solchen Gegenvorschlag, aber die Schwesterkommission wollte partout nichts davon wissen.

Nun beginnen wir diese Monsterdebatte mit 76 Votantinnen und Votanten auf der Liste. Sie werden immer wieder hören – wie es jetzt auch schon der Fall war –, dass es um den nationalen Zusammenhalt gehe, dass man, um das Funktionieren der politischen Institutionen und gar um das Funktionieren unserer Demokratie zu gewährleisten, auf keinen Fall dieser Initiative zustimmen dürfe. Und wir sagen Ihnen natürlich, dass man dieser Initiative unbedingt zustimmen müsse, um endlich die Bevölkerung und die Haushalte zu entlasten, um endlich dem veränderten Nutzerverhalten, dem veränderten Medienkonsum gerecht zu werden. Wir sagen Ihnen, dass sich das SRG-Angebot immer weiter vom Kernauftrag entfernt und in den Bereichen Sportrechte und Unterhaltung ausdehnt, insbesondere aber im Online-Bereich. Und wir sagen Ihnen, dass das die Angebotsvielfalt und letztlich auch die Akzeptanz gefährdet, weil eine Wettbewerbsverzerrung stattfindet, weil die SRG in den Bereich der Privaten vordringt, und zwar ohne Leistungsauftrag.

Bevor wir dies alles aber nun des Langen und Breiten diskutieren, wollen wir hier einen allerletzten Versuch wagen, doch noch die inhaltliche Diskussion zu führen, die es braucht. Wir möchten, dass es doch noch eine Möglichkeit für einen indirekten Gegenvorschlag gibt, wie dies Ihre Kommission eigentlich auch wollte, um den Service public effizienter zu gestalten, um die Rolle der SRG in den Bereichen Unterhaltung und Sport klarer zu umreissen. Zu fragen ist: Kann es sein, dass die SRG mit Gebührengeldern horrenden Summen für Sportlizenzen bezahlt und somit Private verdrängt? Kann es sein, dass die SRG immer weiter in den Online-Bereich vordringt?



Der Kommissionssprecher hat gesagt, die Annahme der Initiative würde die Online-Aktivitäten verunmöglichen. Ich sehe das anders. Ich sage: Selbstverständlich soll die SRG ihre Inhalte, die sie für Radio und Fernsehen produziert, auch online weiterverbreiten dürfen. Dass ein "Echo der Zeit", das im Radio läuft, dann auch noch als Podcast erscheint, ist okay; ich habe kein Problem damit. Aber die Frage ist, wie stark sich die SRG rein im Online-Bereich, mit zusätzlichen exklusiven Online-Inhalten ausbreiten soll. All das muss doch hier endlich einmal diskutiert werden. Das fordern wir seit Jahren, und die Initiative wäre jetzt die Gelegenheit gewesen, endlich diese inhaltliche Diskussion zu führen.

Ein weiterer zentraler Punkt ist die Stärkung der unabhängigen Aufsicht und die Klärung der Frage – ich habe es gesagt –, welche Rolle wir hier bei der Ausgestaltung der Konzession haben. Das sind Grundsatzfragen, die wir ernsthaft angehen müssen.

Das Initiativkomitee ist tiefenentspannt. Wir sind überzeugt, dass wir diese Abstimmung gewinnen können. Sie wissen das auch. Sie wissen das auch, deshalb wollte auch eine Mehrheit Ihrer Kommission einen Gegenentwurf ausarbeiten. Jetzt waren die Ständeräte aber gerade nicht zu überzeugen, und ich habe das Gefühl, dass bei vielen von Ihnen jetzt die Devise ist: "Augen zu und durch". Aber ich sage Ihnen: Spätestens dann, wenn die Initiative angenommen wird, werden wir diese Diskussion ohnehin führen müssen – also führen wir sie doch besser jetzt.

Wir sagten immer, dass es die falsche Reihenfolge sei, erst den Betrag festzulegen und dann darüber zu diskutieren, was die SRG eigentlich tun soll. Wir hätten es immer anders gewollt; wir haben diese Diskussion hier drin seit Jahren verlangt, aber sie hat leider nicht stattgefunden. Also sehen Sie diesen Antrag als ein letztes Angebot, hier Hand zu bieten.

Stimmen Sie diesem Rückweisungsantrag zu, damit wir endlich die lang ersehnte inhaltliche Diskussion führen können – und wenn nicht, dann freue ich mich auf den Abstimmungskampf.

Töngi Michael (G, LU): Herr Kollege, ich habe eine Frage. Ich hätte mich dieser inhaltlichen Diskussion auch nicht verweigert, nur steht jedoch im Antrag Ihrer Minderheit, der indirekte Gegenentwurf solle eine Entlastung der Haushalte bringen und die Rolle der SRG solle im Bereich Unterhaltung, Sport und Online-Aktivitäten eingegrenzt werden. Wo lese ich hier irgendetwas von einer inhaltlichen Diskussion?

Fischer Benjamin (V, ZH): Das ist genau die Diskussion, die wir fördern müssen. Die SRG hat sich vom Kernauftrag wegbewegt. Man kann ihr das auch nicht unbedingt zum Vorwurf machen, denn es hat sich in der Medienlandschaft halt sehr viel verändert. Wir müssen diese neuen Realitäten auch anerkennen.

Es geht darum, eine Entlastung für die Haushalte zu erwirken. Heute haben sehr viele, gerade junge Leute, diverse Abos von Streamingdiensten, von anderen Angeboten, und vielleicht wollen sie noch eine Zeitung online abonnieren, die sie dann auch bezahlen müssen. Da kommen hohe Kosten zusammen. Sehr viele und gerade junge Leute – übrigens auch Leute, die damals gegen die "No Billag"-Initiative waren, weil sie sagten, dass die SRG durchaus ihren Platz habe – sagen mir, dass der Preis für die SRG-Gebühr unverhältnismässig hoch sei. Es ist ein Ungleichgewicht entstanden zwischen dem, was sie bezahlen, und dem, was sie tatsächlich konsumieren.

Pult Jon (S, GR): "200 Franken sind genug!" Das tönt harmlos, und das tönt vielleicht sogar verlockend fürs Portemonnaie. Doch diese Initiative ist nicht harmlos. Sie ist gefährlich, und sie ist unehrlich. Die Initiative tut nämlich so, als ginge es um eine finanzielle Entlastung, aber sie verschweigt die Folgen, und sie verschleiern das wahre Ziel. In Wahrheit ist diese Initiative ein Frontalangriff auf die SRG, auf die Medienvielfalt, auf den Service public, auf die unabhängige Information in unserem Land – und damit auf das, was die Schweiz

AB 2025 N 741 / BO 2025 N 741

kulturell, gesellschaftlich und politisch zusammenhält, nämlich eine gemeinsame Öffentlichkeit in der Schweiz, über vier Sprachen, über Stadt und Land, über 26 Kantone hinweg.

Solche Initiativen kommen nicht aus dem Nichts. In ganz Europa stehen öffentlich-rechtliche Medien unter ideologischem Dauerbeschuss, ob durch die AfD in Deutschland, die FPÖ in Österreich, Orban in Ungarn, die italienischen Postfaschisten oder Trump-Nachahmer anderswo. Sie alle wollen die unabhängige Information schwächen und kritischen Journalismus mundtot machen. Die 200-Franken-Initiative passt genau in dieses Muster. Sie spricht von Entlastung, zielt aber auf etwas anderes ab. Sie zielt auf die Macht über die Information, weg von der öffentlichen Kontrolle, hin zu privat dominierten, oft ausländischen Plattformen. Das ist gefährlich für unsere Demokratie, für unsere Vielfalt, für die Souveränität unseres Landes.

Denn machen wir uns nichts vor: Wer die SRG halbiert, halbiert nicht nur ein paar Programme, sondern er untergräbt die mediale Selbstbestimmung der Schweiz. Ein Land wie unseres braucht starke eigene Medien.



Wir dürfen uns nicht auf Tiktok, Youtube und Inhalte aus dem Ausland verlassen, um die Welt zu verstehen. Mediale Souveränität ist Teil unserer demokratischen Souveränität. Dazu gehört eine starke, eine unabhängige SRG. Kein anderes Unternehmen in Europa produziert so vielfältig, so föderal, so mehrsprachig, und das mit dem kleinsten Budget aller öffentlichen Sender. Wenn man der SRG die Hälfte der Mittel entzieht, bedeutet das einen Rückzug aus der Fläche, aus den Regionen, aus der italienischen, aus der rätoromanischen und auch aus der französischsprachigen Schweiz. Als Bündner weiss ich, was das für uns heissen würde.

Die Idee öffentlich-rechtlicher Medien entstand nach dem Zweiten Weltkrieg, inspiriert vom BBC-Modell. Es sind Medienhäuser, die eben nicht Parteipropaganda betreiben und nicht wirtschaftlichen Interessen dienen, sondern alle Bürgerinnen und Bürger mit faktenbasierter, vielfältiger Information versorgen, weil eine Demokratie eben informierte Menschen braucht. Diese Idee ist heute aktueller denn je. In Zeiten der Desinformation und der algorithmischen Erregung und Manipulation braucht es ein Gegengewicht. Studien, etwa von der Universität Oxford, zeigen: Wo öffentlich-rechtliche Medien stark sind, ist die Bevölkerung besser informiert und die Debatte pluralistischer und fairer.

Die Initiative will den Service public zerschlagen, gibt aber vor, Haushalte und Wirtschaft zu entlasten. Wenn es hier wirklich darum ginge, hätte sie andere Wege vorgeschlagen. Deshalb lehnen wir von der Minderheit Pult nicht nur die Initiative ab, sondern auch deren Rückweisung an die Kommission. Der Antrag auf Rückweisung atmet den genau gleichen Geist wie die Initiative: mehr Abbau, mehr Zerschlagung, keine zukunftsfähige Lösung.

Wir legen heute eine echte Alternative vor, nämlich einen direkten Gegenvorschlag. Dieser will einen unabhängigen Fonds schaffen, gespiesen aus einem kleinen, festen Anteil der Mehrwertsteuer – der Normalsatz würde um 0,4 Prozentpunkte erhöht, der reduzierte Satz für Beherbergungen um 0,2 Prozentpunkte. Damit entlasten wir die Mehrheit der Haushalte und sämtliche Unternehmen, denn die heutigen Abgaben entfallen. Gleichzeitig sichern wir stabile, sicher finanzierte Mittel für den Service public. Der Fonds würde mit der Wirtschaftsleistung wachsen, und das teure und unbeliebte Serafe-Inkasso würde überflüssig. Unser Vorschlag zeigt: Es gibt einen Weg, der entlastet, ohne die Stimme der Schweiz leiser zu drehen, ohne Kahlschlag beim Service public, ohne Rückzug aus der Fläche, ohne Zerstörung der gemeinsamen schweizerischen Öffentlichkeit. Die SRG ist nicht perfekt, aber sie ist notwendig. Der Bundesrat hat ihr mit seiner Verordnungsanpassung bereits 270 Millionen Franken an Sparmassnahmen auferlegt. Auch das war falsch, und auch das können wir mit dem direkten Gegenvorschlag korrigieren.

Deshalb bitte ich Sie namens der Minderheit Pult: Lehnen Sie die unnötige und falsche Rückweisung ab, lehnen Sie die gefährliche Halbierungs-Initiative selbstverständlich ebenfalls ab, und unterstützen Sie den direkten Gegenvorschlag. Treten Sie ein für eine starke SRG, eine demokratische schweizerische Öffentlichkeit, die sich als Schweiz selbst erzählen kann.

Badran Jacqueline (S, ZH): Fulminant, Herr Pult! Wir haben vorhin gehört, dass es nicht um die Zerstörung der SRG gehe, sondern nur um die Reduktion auf ihren Kerninhalt, und dazu müsse man den Sport und die Unterhaltung streichen. Was sagen Sie dazu, dass überall da, wo man die öffentlich-rechtlichen Informationen reduziert – das weiss man aus wissenschaftlichen Studien –, die Nachfrage implodiert, die Leute weggehen und die Öffentlich-Rechtlichen ihren Auftrag nicht mehr wahrnehmen können?

Pult Jon (S, GR): Ich bestätige das, was Sie gesagt haben, Frau Kollegin Badran, genau das sagt die Forschung. Abgesehen davon ist die Vermittlung von schweizerischer Kultur, von schweizerischem Sport aus meiner Sicht doch auf allen Ebenen Teil des Kernauftrags des Service public. Die Schweiz wird nicht nur zusammengehalten, weil die Bürgerinnen und Bürger gute Informationen haben – das ist fundamental –, sondern sie wird auch zusammengehalten, weil es schweizerische Kultur gibt, die man überall im Land konsumieren kann, weil Schweizer Sport gezeigt wird, und zwar im Free TV, weil schweizerische Unterhaltung existiert und produziert wird. Das fördert den Zusammenhalt des Landes genauso wie die Information, und deshalb ist diese Geschichte, man müsse nur noch Information machen, zutiefst falsch. Sie schwächt die Grundidee des Service public, sie schwächt die Schweiz und die schweizerische Mediensouveränität.

Tuena Mauro (V, ZH): Herr Kollege Pult, Sie haben jetzt gegenüber Frau Nationalrätin Badran vom Zusammenhalt gesprochen, und Sie haben hier von den Sportübertragungen gesprochen. Teilen Sie die Meinung, dass es für die Schweiz wohl irrelevant ist, ob ein Schweizer "Tatort" produziert wird oder nicht? Notabene ist er mit 2,4 Millionen Franken pro Folge die teuerste Sendung. Ist der Schweizer "Tatort" tatsächlich nötig? Gehört er zum Service-public-Auftrag? Dies sage ich auch im Hinblick darauf, dass er in Deutschland kaum gesehen wird und immer schlechte Kritiken einfährt.



Pult Jon (S, GR): Ich hätte jetzt nicht erwartet, dass Sie, Herr Tuena, sozusagen zum Anwalt der deutschen Kritiker werden. Ich sage Ihnen etwas Grundsätzliches dazu: Das Falscheste, was wir als Parlamentarierinnen und Parlamentarier tun können, ist es, uns aufzuspielen, als ob wir die Programmdirektion wären. Das ist genau nicht die Idee eines unabhängigen – in der Schweiz übrigens nicht einmal öffentlich-rechtlich, sondern privat organisierten – Medienhauses mit öffentlichem Auftrag. Das Programm ist Sache der Programmdirektion und der Leute, die dafür eingestellt und bezahlt werden. Wenn wir hier beginnen, unser Fernseh- und Radioprogramm selber zusammenzustellen, dann führt das zur Katastrophe. Die Menschen hätten nichts mehr, was sie gerne konsumieren.

Aber was ich Ihnen sagen kann: Selbstverständlich ist es wichtig, dass auch Schweizer Filme, Schweizer Serien – von mir aus auch der Schweizer "Tatort" – produziert werden, das schafft doch einen gemeinsamen Kitt. Und wenn die Deutschen das nicht schauen, dann ist mir das eigentlich egal – ich würde ihnen aber wünschen, dass sie es schauen. Wichtig ist doch, dass die Schweizerinnen und Schweizer eigene Serien, Filme, Produktionen haben, die von der Schweiz erzählen, damit die Schweiz in der medialen Kultur repräsentiert ist. Das ist mediale Souveränität, und das ist kulturelle Souveränität – und das wollen Sie mit dieser Initiative schwächen.

Pamini Paolo (V, TI): Collega Pult, ha parlato in maniera molto veemente e convinta in difesa dello sport nazionale. Mi sfugge però che cosa c'entri la proiezione del Moto GP e della Formula 1 con questa sua presa di posizione.

Pult Jon (S, GR): Per tante persone in Svizzera anche il Moto GP e la Formula 1 sono importanti. Però, sono d'accordo, non si tratta di uno sport nazionale.

AB 2025 N 742 / BO 2025 N 742

Ma anche qui, è completamente sbagliata l'idea che se la SSR non producesse o non mostrasse più certe cose verrebbero mostrate da altre aziende mediatiche svizzere. O la gente guarda e ascolta i canali della SSR o va ad ascoltare i canali dei Paesi esteri. È proprio per questo che a livello dell'informazione, della cultura e sì, anche dello sport, vogliamo difendere la voce svizzera e anche la visione svizzera sul mondo.

Marti Min Li (S, ZH): Wir erleben im Moment eine Medienkrise, und wir erleben, dass gleichzeitig autoritäre Regimes auf dem Vormarsch sind. Die Ursachen für die Medienkrise sind vielfältig. Die herkömmlichen Geschäftsmodelle funktionieren nicht mehr, und die Bedürfnisse der Konsumentinnen und Konsumenten haben sich gewandelt. Dahinter stehen die technologische Entwicklung und der Aufstieg der Plattformen der amerikanischen Tech-Giganten, die den Medien sowohl die Werbegelder wie auch die Aufmerksamkeit der Menschen entziehen. Gleichzeitig funktionieren sie nicht wie herkömmliche Medien, übernehmen keine Verantwortung für Inhalte, sind nicht an journalistische Prinzipien gebunden, und so finden sich dort journalistische Inhalte neben Propaganda und Fake News. Deren Unterscheidung wird mit fortschreitender Entwicklung der künstlichen Intelligenz nur noch schwieriger werden. Die Medienkrise wird damit auch zur Vertrauenskrise. Den klassischen Medien wird immer weniger geglaubt, immer weniger vertraut, aber die Alternativen sind nicht besser.

Es wird häufig gesagt – und ich habe das hier drin auch schon gesagt –, dass Medien wichtig sind für die Demokratie. Historisch gesehen stimmt das allerdings nicht immer. Medien können eben auch schlecht sein für die Demokratie. Sie können auf die Demokratie zersetzend wirken, sie können Propaganda verbreiten, Stimmungen schüren. Medien sind nur dann wichtig für die Demokratie, wenn sie unabhängig sind, wenn sie kritisch sind und wenn sie sich auch trauen, die Mächtigen anzugehen.

Die öffentlich-rechtlichen Sender wurden insbesondere in Europa auch als Korrektur derjenigen Fehler der Vergangenheit gegründet, durch welche Medien mittels staatlichen Einflusses oder privat konzentrierten Reichtums zu Propagandainstrumenten wurden. Den privaten Medien geht es bekanntlich schlecht. Ob sie und wer die nächsten Jahre überleben kann, ist noch unsicher, zumal es Verleger gibt, auch in der Schweiz, deren Interesse am Journalismus eher gering ist. Die Service-public-Medien bleiben damit jene Garanten dafür, dass es sowohl einen kritischen Journalismus als auch eine Plattform für den kritischen Diskurs gibt. Die Bestrebungen der Tech-Oligarchen sind nämlich andere: Es geht ihnen nicht darum, eine Plattform für den kritischen Diskurs zu bieten, sondern in erster Linie darum, durch einen Mix aus Überwachung und Kontrolle, Desinformation, Sucht und Spielen, wie es der österreichische Verleger Armin Thurnher treffend formulierte, die eigene Macht, den eigenen Reichtum zu sichern.

Diese Zeit würde eigentlich danach rufen, die SRG zu stärken. Es passiert allerdings das Gegenteil. Das stetige Trommelfeuer von rechts, flankiert von gewissen privaten Verlegern, zeigt seine Wirkung: Die SRG wird geschwächt, auch wenn wir Nein sagen zur Halbierungs-Initiative. Die Gebührensenkung, die Bundesrat



Albert Rösti veranlasst hat, zwingt die SRG dazu, 17 Prozent einzusparen. Das geht nicht ohne empfindliche Einbussen, die gerade diejenigen ärgern, die zur SRG stehen und die eine starke SRG wollen.

Jetzt ist die SRG zusätzlich eine Vereinbarung mit dem Verlegerverband Schweizer Medien eingegangen, laut der die SRG vor allem gibt und mit welcher der Verlegerverband nur jenes vereinbarte, was eigentlich selbstverständlich sein sollte, nämlich die Halbierungs-Initiative abzulehnen. Ich sehe es als positiv an, wenn die Medien zusammenarbeiten und versuchen, den Medienplatz Schweiz gegenüber den Tech-Giganten zu stärken und zu schützen. Warum dies aber nur gehen soll, wenn gleichzeitig die SRG digital geschwächt wird, ist mir nicht einsichtig.

Natürlich kann man auch die SRG kritisieren. Man kann trefflich darüber diskutieren, ob ihre Strategien und auch ihre Zukunftsvorstellungen immer sinnvoll sind. Aber eine zerstörte SRG kann nicht so einfach wiederaufgebaut werden. Sie ist bei aller Kritik immer noch eine Garantin für eine mediale und journalistische Abdeckung aller Regionen, aller Sprachen und damit wichtig und elementar für den Erhalt des nationalen Zusammenhalts, was in diesem Land der verschiedenen Sprachen und Kulturen nicht ganz so einfach ist.

Kollege Pult hat vorhin seinen Antrag für einen direkten Gegenvorschlag vorgestellt, der ermöglichen würde, sowohl Haushalte wie Unternehmen zu entlasten, ohne der SRG Substanz zu entziehen. Leider wird diese Idee voraussichtlich keine Mehrheit finden, was zeigt, dass es nicht um die Entlastung der Haushalte oder der Unternehmen geht, sondern nur um die Schwächung der SRG.

Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit Pult zu unterstützen und den Antrag der Minderheit Fischer Benjamin und die Halbierungs-Initiative abzulehnen, damit wir irgendwann über die Zukunft der SRG sprechen können und nicht immer nur über deren Abschaffung.

Tuosto Brenda (S, VD): Aujourd'hui, un ménage suisse paye 92 centimes par jour, moins qu'un café, pour bénéficier d'un service public audiovisuel de qualité, indépendant, plurilingue, accessible à toutes et à tous. Ce n'est pas un luxe, c'est une condition de base pour une démocratie vivante. Avec l'initiative "200 francs, ça suffit !", il est proposé de ramener cette contribution annuelle de 335 à 200 francs et de supprimer totalement la redevance des entreprises. À première vue, cela peut sembler séduisant, mais en réalité ce serait une saignée budgétaire de 750 millions de francs, soit la moitié du budget de la SSR. Avec une telle coupe, 2500 emplois seraient supprimés, dont près de 1000 rien qu'en Suisse romande et plus de 500 en Suisse italienne. Ce serait une perte massive pour les régions, pour les langues minoritaires et pour la diversité du paysage médiatique. Ce serait la fin également des 17 studios régionaux, des productions locales, des émissions culturelles et sportives suisses, remplacées par des contenus standardisés ou, pire, étrangers. La RTS n'aurait plus les moyens de produire ni à Genève ni à Lausanne. L'information indépendante, pluraliste, produite selon des standards professionnels stricts cèderait du terrain aux logiques commerciales, aux plateformes internationales, aux algorithmes et aux fake news.

Et comment alors garantir le travail journalistique d'investigation pour rétablir les faits ? Ce n'est pas seulement la SSR qu'on attaque, c'est notre capacité à nous informer librement, à nous comprendre entre régions, à nous rassembler dans notre société, à défendre notre démocratie, mais surtout et aussi à nous connecter avec les besoins de notre population. Détruire cette architecture pour un gain apparent de 37 centimes par jour n'a aucun sens. Ce n'est pas en sabrant la redevance pour quelques centimes par jour qu'on défend le pouvoir d'achat, mais c'est en agissant là où les dépenses pèsent vraiment. Le Parti socialiste s'engage concrètement depuis des années avec l'initiative d'allègement des primes, le renforcement des subventions cantonales, notamment dans le canton de Vaud, le combat pour une caisse unique, le blocage des loyers abusifs, le soutien aux hausses des salaires dans le domaine de la santé et du service public ou encore la transition énergétique équitable, la gratuité ciblée des transports publics. Voilà de vraies mesures pour soulager le pouvoir d'achat des ménages. Dans un monde de désinformation où la méfiance envers les institutions progresse, affaiblir notre service public audiovisuel revient à fragiliser nos fondations démocratiques. Pour 92 centimes par jour, nous préservons un bien commun qui garantit l'accès à des contenus fiables, diversifiés et représentatifs de toute la Suisse. Ce prix est juste et il est nécessaire, d'autant que le Conseil fédéral souhaite déjà amener une modification de 335 à 300 francs par année avec une modification de l'ordonnance.

Le groupe socialiste vous appelle donc à rejeter fermement l'initiative et à soutenir la proposition de la minorité Pult.

Silberschmidt Andri (RL, ZH): Die Schweiz ist einzigartig. Sie ist nicht nur einzigartig wegen ihrer direkten

AB 2025 N 743 / BO 2025 N 743

Demokratie, sondern sie ist auch einzigartig wegen ihrer sprachlichen und kulturellen Vielfalt. Dass die Demo-



kratie funktioniert, bedingt, dass es Menschen gibt, die informieren und die auch den Fakten verpflichtet sind. Diese Aufgabe übernehmen unter anderem die Medien in der Schweiz; es sind private Medien, es ist die SRG. Die Medienlandschaft ist vielfältig, und die Medien erfüllen den Zweck, dass die Bürgerinnen und Bürger gut informiert sind und somit für unsere Schweizer Demokratie auch Entscheidungen treffen und Verantwortung übernehmen können.

Die privaten Medien erstellen dort ein Angebot, wo es refinanzierbar ist, und zwar über eine Nutzergebühr, über ein Abo und über Werbung. Die öffentlichen Medien spielen dort eine wichtige Rolle, wo eben die privaten Medien kein oder nur ein geringes Angebot zur Verfügung stellen. Sie komplementieren somit die privaten Medien.

Im Zeitalter der Digitalisierung und vor allem der künstlichen Intelligenz ist das Schaffen und Verbreiten von Informationen sehr viel einfacher und kostengünstiger geworden. Das führt aber dazu, dass es auch neue Gefahren gibt: Es gibt ausländische Staaten, ausländische Interessen, die mit Bots und Fake News versuchen, die Schweizer Demokratie zu untergraben und Entscheidungen in ihrem Sinne zu beeinflussen, was nicht im Interesse der Schweiz ist. Umso wichtiger sind daher Menschen, die Medienschaffenden, die die Bevölkerung aufklären und die Dinge einordnen, sei das bei den privaten oder sei das bei den öffentlichen Medien – ich will das nicht werten.

Wir haben nun eine Volksinitiative vorliegen, die zur Folge hätte, dass das Budget der SRG halbiert würde. In der Kommission hat sich die FDP-Liberale Delegation stark dafür eingesetzt, dass es einen Gegenvorschlag aus dem Parlament zu dieser Initiative gibt. Uns ist vor allem ein Dorn im Auge, dass Firmen eine Abgabe bezahlen müssen für etwas, wofür sie keine direkte Gegenleistung erhalten. Natürlich kann man jetzt argumentieren und sagen: Auch Firmen profitieren von einer Wirtschaftsberichterstattung, auch Firmen profitieren davon, dass die Medienlandschaft gut funktioniert. Aber dann müsste man das konsequenterweise über die Steuern finanzieren und nicht über eine Abgabe, weil eine Abgabe eigentlich dort erhoben wird, wo es auch eine direkte Gegenleistung gibt, z. B. für eine Firma. Das ist hier nicht der Fall, weshalb wir versucht haben, die Firmenabgabe mittels eines Gegenvorschlags aus dem Gesetz zu streichen. Wir wollten aber entsprechend nicht nur die Firmen entlasten, sondern auch diesen ordnungspolitischen Sündenfall, den wir als Parlament begingen, als diese Firmenabgabe ins Gesetz geschrieben wurde, wieder rückgängig machen.

Leider ist die ständerätliche Kommission zweimal nicht auf einen Gegenvorschlag eingetreten. Sie war und ist der Ansicht, dass die Verordnungsanpassung von Bundesrat Rösli ausreichend sei. Diese entlastet vor allem die ganz kleinen Firmen, und sie entlastet die Haushalte. Aufgrund dieser Ausgangslage ist die FDP-Liberale Fraktion zum Schluss gekommen, dass sie die Volksinitiative ablehnen wird; den bundesrätlichen Vorschlag einer Verordnungsanpassung, die wir hier im Parlament nicht direkt unterstützen können, werden wir so indirekt mittragen.

Bitte erlauben Sie mir, noch ein Wort zur kürzlich getroffenen Vereinbarung zwischen den öffentlichen und privaten Medien zu sagen: Aus unserer Sicht ist es sehr wichtig, dass die SRG und die privaten Medien einen Schritt aufeinander zugegangen sind und dass sich die SRG in gewissen Themen beschränkt, gerade wenn es um Online-Textbeiträge oder auch um Sportübertragungen geht. Es ist wichtig, dass sie dort, wo heute ein privates Angebot herrscht, den Privaten auch Raum lässt. Ich glaube, davon profitieren beide Seiten. Wenn die private Medienlandschaft gestärkt wird, dann haben wir alle etwas davon. Es bringt nichts, wenn sich die privaten Medien und die SRG konkurrenzieren. In diesem Sinne danke ich allen sehr, die involviert waren in dieses wahrscheinlich schon fast historische Ereignis, indem die privaten und öffentlichen Medien einen gemeinsamen Nenner gefunden haben, wodurch hoffentlich die privaten Medien in Zukunft weniger stark von der SRG konkurrenziert werden.

Badran Jacqueline (S, ZH): Kollege Silberschmidt, Sie haben vorhin gesagt, dass die Unternehmen über die Wirtschaftsberichterstattung auch profitieren würden. Ich bin Unternehmerin. Können Sie nachvollziehen, dass ich hochgradig daran interessiert bin, gut informierte – und zwar nicht nur über Wirtschaftsthemen – sowie gut unterhaltene Mitarbeiter zu haben, die nicht nur seichte Medien konsumieren? Denn das wäre der Fall, wenn z. B. die Unterhaltung gestrichen würde und sie kein solides Angebot mehr hätten. Können Sie nachvollziehen, dass man das nicht über Steuern finanzieren will? Denn dann würde das Angebot zum Spielball der Politik werden. Jetzt haben wir ja die Gebühren, damit das nicht passiert.

Silberschmidt Andri (RL, ZH): Besten Dank für Ihre Frage, Kollegin Badran. Die Mitarbeiter meiner Unternehmung gehen nicht zur Arbeit, um unterhalten zu werden, sondern um zu arbeiten. Wenn sie Medien konsumieren, machen sie das entsprechend in ihrer Freizeit, und sie bezahlen es über die Haushaltsabgabe. Meine Firma ist eine juristische Person, sie hat weder Augen noch Ohren – insofern kann sie auch keine Medien



konsumieren.

Cottier Damien (RL, NE): C'est un débat important que nous menons aujourd'hui et nous le voyons d'ailleurs par le nombre d'orateurs qui se sont inscrits : si l'on ajoute aux 76 orateurs individuels les représentants des groupes, de la commission et des minorités, on arrive à pas loin de 90 intervenants dans ce débat. C'est donc pratiquement la moitié de notre conseil qui s'exprimera. C'est un débat important sur le service public, sur le rôle des médias dans la société et sur notre identité nationale.

Le premier point, c'est le service public : la radiotélévision reste un bien public important, en particulier dans un pays fédéraliste et dans un pays multilingue et multiculturel comme l'est la Suisse, mais aussi dans un pays qui a une démocratie directe très vivante à tous les échelons et qui a besoin que le débat puisse se passer de manière qualitative – et aussi quantitative, d'ailleurs – dans les médias, dans toutes les régions du pays. Cela nécessite des moyens, des obligations et aussi un rôle de subsidiarité.

Sur le plan des obligations, il faut le noter, il y a un potentiel d'amélioration au niveau de la SSR en matière de neutralité et d'objectivité du contenu, en matière de coopération avec le secteur privé – comme cela a été mentionné plusieurs fois aujourd'hui concernant les médias privés – et aussi dans le fonctionnement de l'organe de surveillance. Nous pensons que des améliorations sont possibles sur ce plan et qu'il est donc important de mener ce débat – et votre commission l'a débuté.

Le deuxième point, c'est évidemment le paysage médiatique qui évolue : les recettes publicitaires, sur le plan mondial, diminuent et la manière de travailler se modifie avec, notamment, de plus en plus de travail online. À ce propos, il est très important que nous ayons ce débat pour examiner quel est le rôle de chacun et quelles sont les limites de la SSR, notamment à l'égard des médias privés face au service public, de manière à éviter que l'on ait un géant SSR qui puisse imposer sa règle à l'ensemble des médias privés. Les médias privés font un travail de qualité et le font souvent avec des moyens proportionnellement beaucoup plus faibles que ceux dont la SSR dispose et ils ne peuvent pas toujours se battre à armes égales. Sur ce plan, il est important d'assurer une concurrence loyale, notamment, comme cela a déjà été évoqué plusieurs fois aujourd'hui à propos de la question de la retransmission du sport, mais aussi du divertissement, d'assurer qu'il y ait une coopération qui soit honnête, "fair", et qui soit raisonnable, entre le média de service public et les télévisions et radios privées ou les acteurs privés d'une manière générale.

Le troisième point, c'est évidemment un débat sur l'identité nationale, puisque la SSR joue un rôle important dans ce domaine dans toutes les régions linguistiques, plus particulièrement dans les plus petites d'entre elles. Il est clair qu'une réduction du budget de la SSR, on le sait, toucherait de manière disproportionnée les plus petites régions linguistiques.

AB 2025 N 744 / BO 2025 N 744

Ce point est important à souligner, je l'ai évoqué, pour que le débat démocratique puisse se faire de manière qualitative dans toutes les régions de notre pays.

La SSR doit faire des efforts de rationalisation, des efforts d'économies ; il est important de les faire. Le Conseil fédéral va dans cette direction avec son contre-projet "doublement indirect", comme je le qualifierais, au niveau de l'ordonnance.

Nous soutenons la direction proposée par le Conseil fédéral, mais nous pensons qu'il faut aller plus loin. Nous nous sommes battus dans ce sens en commission, en proposant un contre-projet indirect, qui, malheureusement, n'a pas été soutenu par la commission soeur du Conseil des États. Il y a eu un second essai et nous maintenons notre position : il faut un contre-projet au Parlement pour débattre au niveau législatif, et pas seulement au niveau de l'ordonnance, de certains des points que je viens de mentionner, notamment pour aller plus loin sur la suppression de la redevance pour les entreprises. C'est une construction intellectuelle tout simplement fautive que de vouloir faire payer les entreprises pour un média qui est consommé par les citoyennes et les citoyens, mais pas par les entreprises ; cela a été évoqué par mon préopinant. C'est un "Fehlkonstrukt". Il faudrait pouvoir abolir cet impôt indirect ou cet impôt caché pour les entreprises ou, en tout cas si on n'arrive pas à le faire dans la totalité, aller plus loin que ce que propose le Conseil fédéral dans ce domaine, pour alléger en particulier toutes les petites et moyennes entreprises de ce pays.

C'est la raison pour laquelle nous soutenons la proposition de renvoi en commission qui a été déposée par notre collègue Benjamin Fischer. Si cette proposition de renvoi ne devait pas être suivie, nous nous opposerions à l'arrêté fédéral 2 – nous demanderions de ne pas entrer en matière – et à la minorité Pult, car nous estimons qu'il ne faut pas financer les médias de service public à travers la taxe sur la valeur ajoutée. Quant à la proposition de recommandation de l'Assemblée fédérale, nous vous proposons de suivre votre commission et de s'opposer à la proposition individuelle Rutz Gregor, de manière à recommander le rejet de cette initiative.



Si nous pensons qu'il faut faire des efforts de rationalisation du côté de la SSR, les efforts qui sont proposés par le Conseil fédéral, même si l'on pourrait aller un petit peu plus loin, sont déjà importants : ils représentent 270 millions de francs d'économies annuelles. La majorité de notre groupe pense qu'il n'est pas raisonnable d'aller plus loin. Une minorité estime toutefois qu'il est possible de faire plus d'économies sur le budget de la SSR de 1,5 milliard. Elle estime aussi qu'il faut abroger cet impôt sur les entreprises, raison pour laquelle une minorité de notre groupe soutiendra la recommandation visant à soutenir l'initiative. La majorité propose donc le renvoi en commission, le rejet de l'arrêté fédéral 2, et de suivre la commission sur la recommandation de vote en proposant le rejet cette initiative.

Schaffner Barbara (GL, ZH): Die Medienwelt befindet sich im Umbruch, und das in atemberaubendem Tempo. Digitalisierung, Plattformökonomie, Social Media, künstliche Intelligenz, was Sie wollen: All das hat die Spielregeln fundamental verändert. Gleichzeitig stehen Medien weltweit unter Druck. Die Finanzierung wird schwieriger, der politische Einfluss nimmt zu, und die Verbreitung von Fake News erschüttert das Vertrauen in die vierte Gewalt. Diese Herausforderungen haben sich in den letzten Jahren weiter verschärft, nicht nur international, sondern auch hier in der Schweiz. Und trotzdem war und ist die Finanzierung unserer Medien immer noch ein Zankapfel. Grössere Reformen, in welche Richtung auch immer, sind fehlgeschlagen. Weder die No-Billag-Initiative noch das Medienpaket hatten an der Urne Erfolg.

Auch in den vorberatenden Kommissionen konnten wir uns zwischen National- und Ständerat nicht auf einen Gegenvorschlag zur SRG-Initiative einigen. Dabei hätte die Initiative als Aufhänger dienen können, um einen systemischen Fehler zu korrigieren und mindestens eine kleine Reform durchzubringen. Die Initiative nimmt aus Sicht der Grünliberalen Fraktion mit der Unternehmensabgabe nämlich einen wichtigen Punkt auf; das haben wir vorhin auch von der FDP-Fraktion gehört. Es ist ein Anachronismus, der aus der Zeit stammt, als Empfangsgeräte über die Beitragspflicht entschieden. Heute zahlen Unternehmen unabhängig von Empfangsgeräten einen Beitrag. Gleichzeitig zahlen aber die Inhaber oder Inhaberinnen und Mitarbeitenden der Firma zuhause nochmals als Privatpersonen. Das ist faktisch eine Doppelbesteuerung. Zwar gibt es eine Freigrenze für kleine Unternehmen. Diese ist aber eher zufällig, und das Anheben dieser Grenze gemäss der Verordnungsänderung von Bundesrat Röstli behebt das Problem nicht grundsätzlich. Deshalb ist es umso bedauerlicher, dass der Ständerat den indirekten Gegenvorschlag abgelehnt hat, der eine gestaffelte Abschaffung der Firmenabgabe vorgesehen und damit eine echte Reform mit Augenmass ermöglicht hätte. Gleichzeitig wäre damit eine Forderung der Initianten erfüllt gewesen. Leider konnten sich diese aber nicht ansatzweise zu einem klaren Statement zum Gegenvorschlag durchringen. Wenn also die Abschaffung der Unternehmerabgabe scheitert – und daran führt jetzt wohl kein Weg mehr vorbei –, haben sich die Initianten dafür selbst an der Nase zu nehmen.

So stehen wir nun vor einer radikalen Vorlage, die für Stimmbürgerinnen und Stimmbürger im ersten Moment attraktiv klingen mag, in der Wirkung aber verheerend ist. Was jetzt als Initiative auf dem Tisch liegt, ist keine Reform, sondern ein Kahlschlag. Für die SRG würde die Umsetzung Einsparungen in der Grössenordnung von 50 Prozent des Gesamtbudgets bedeuten, und das ohne Rücksicht auf bestehende Verpflichtungen, auf Service-public-Aufträge oder auf die sprachregionale Ausgewogenheit.

Ja, es stimmt: In Zeiten stetig steigender Einnahmen hat die SRG vielleicht gewisse Fettpölsterchen angesetzt. Aber darüber, was an ihr genau Fett und was ein lebenswichtiges Organ ist, gehen die Meinungen weit auseinander. Die SRG hat mittlerweile einen harten Sparkurs eingeschlagen – ein schmerzhafter, aber notwendiger Schritt, an dessen Ende eine Budgetreduktion um rund 17 Prozent steht. Auch dieser Prozess braucht Zeit, Planungssicherheit und politisch klar definierte Erwartungen, nicht die Abrissbirne. Mit dieser Initiative entscheiden wir nicht über eine kontrollierte Schlankheitskur – wir entscheiden darüber, ob wir die SRG verhungern lassen. Das ist für uns Grünliberale schlicht nicht verantwortbar. Wir sagen darum mit Überzeugung Nein zur SRG-Initiative.

Wir sagen ebenso deutlich Nein zu Versuchen von mehr politischer Einflussnahme auf die SRG, wie dies vonseiten der Initianten immer wieder versucht wird, unter anderem auch mit dem Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin. Wer dem Service public nämlich Fesseln anlegen will, weil ihm einzelne Inhalte nicht passen, hat das Grundprinzip einer freien Medienlandschaft nicht verstanden.

Ich komme zu einem weiteren Element im Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin, nämlich zur Abgrenzung zwischen der SRG und privaten Medienhäusern. Da sind inzwischen erfreuliche Fortschritte zu verzeichnen. Die SRG und die privaten Medienhäuser stehen in einem Dialog, nicht zuletzt, um den Streit um die Sportrechte zu entschärfen und tragfähige, gemeinsame Lösungen zu finden. Das ist aber primär eine Diskussion, die inhaltlich auf Ebene Konzession geführt werden und nicht im Gesetz Niederschlag finden soll. Ja, Medienpolitik ist kompliziert, und es ist eigentlich falsch, nur eine Debatte über die SRG zu führen. Aber



heute geht es um die SRG-Initiative und damit ums Geld. Da ist klar: Wer einen starken, vielsprachigen, unabhängigen und vielfältigen Service public will, muss ihn auch finanzieren – fair, transparent und mit Weitsicht. Diese Initiative macht das Gegenteil: Sie zerstört diesen.

Der Vollständigkeit halber muss ich noch ein paar Worte zum direkten Gegenentwurf anführen: Die Grünliberale Fraktion ist grundsätzlich offen für alternative Finanzierungsmodelle für die Medien. Dafür braucht es aber eine breite Auslegeordnung über die möglichen alternativen Finanzierungsquellen wie die Mehrwertsteuer einerseits und die Verwendung der Gelder andererseits. Wir würden uns im Rahmen einer solchen Debatte über eine Gesamtsicht des Mediensystems freuen, vom Parteiblättli bis hin zur "Tagesschau".

AB 2025 N 745 / BO 2025 N 745

Das alles steht aber heute nicht zur Diskussion; heute unterstützt die Grünliberale Fraktion überall die Kommissionsmehrheit.

Weber Céline (GL, VD): Baisser le montant de la redevance de 335 à 200 francs et supprimer la redevance payée par les entreprises, voilà qui paraît attractif à première vue. D'ailleurs, l'initiative met le doigt sur des problèmes que le groupe Vert'libéral a aussi déjà eu l'occasion de relever par rapport à cette redevance. En effet, le fait que des entreprises doivent payer une redevance alors que nous payons déjà toutes et tous une redevance à titre privé est une injustice. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une double imposition, qui n'a pas de justification valable. Il est également incompréhensible qu'un ou une jeune qui quitte le domicile familial pour faire une formation, apprentissage ou études, doive s'acquitter du montant de la redevance, alors que cette même personne pourrait en faire l'économie si elle restait chez ses parents le temps de sa formation. Oui, la redevance telle qu'elle est perçue aujourd'hui pose des problèmes. C'est indéniable.

Quant à la programmation de la SSR, autre point qui semble déranger les initiants, le groupe Vert'libéral est sensible à un juste équilibre entre les interventions et propositions qui viennent de la droite, de la gauche ou du bloc centriste. Nous accordons également une grande importance à l'équilibre de la place donnée aux grands et petits partis nationaux. Et je vous l'accorde, nous ne sommes pas toujours satisfaits. Car oui, comme toute entreprise, la SSR est effectivement perfectible. Mais ce genre de problème se règle par le dialogue, non par une initiative massue ou un contre-projet.

À l'heure des fake news, des réseaux sociaux, de l'intelligence artificielle ou encore du regroupement de certains grands groupes de presse en Suisse alémanique, ne laissant aux Romands que des miettes, le groupe Vert'libéral considère qu'il est fondamental d'assurer un service public permettant de garantir un fameux quatrième pouvoir – les médias – qui soit digne de confiance, car, sans médias fiables, point de démocratie.

Ainsi, afin de corriger les injustices de la redevance tout en maintenant un service public digne de ce nom, le groupe Vert'libéral s'est fortement engagé pour un contre-projet équilibré à cette initiative, un contre-projet qui aurait permis de tenir compte et de corriger certains problèmes soulevés par les initiants, notamment le problème de double imposition en raison de la redevance payée à titre privé et celle payée à titre professionnel, un contre-projet qui aurait également eu l'avantage de ne pas mettre en péril cet échafaudage complexe qu'est la SSR, qui doit tenir compte de quatre régions linguistiques, dans un marché petit, et d'une forte concurrence venant également de l'étranger. Savez-vous par exemple que depuis l'arrêt de la diffusion en FM des radios, les radios françaises ont vu leur audimat grimper au détriment des radios suisses romandes ?

Nous aurions appelé de nos vœux un contre-projet, malheureusement, la commission du Conseil des Etats a rejeté les propositions de la commission de notre conseil, nous laissant ainsi avec rien d'autre que cette initiative extrême qui exige une réduction immédiate et massive du montant de la redevance et qui ne tient compte ni des obligations existantes ni des missions de service public ou de l'équilibre entre les régions linguistiques. Avec cette initiative, nous ne déciderions pas d'une cure d'amaigrissement de la SSR, nous déciderions tout simplement de sa fin. Pour le groupe Vert'libéral, c'est tout simplement irresponsable.

Dans la situation actuelle, nous ne pouvons que regretter le manque d'un contre-projet et recommander de dire non à cette initiative; nous vous invitons à en faire autant. Nous rejeterons la proposition de la minorité Fischer Benjamin qui ne cherche qu'à s'immiscer dans la gestion de la SSR, ce qui est tout sauf libéral ou pragmatique. Nous rejeterons aussi la proposition de la minorité Pult.

Brenzikofer Florence (G, BL): L'initiative SSR vise la réduction de la redevance de radio-télévision de 335 francs à 200 francs pour les ménages et l'exonération totale de l'obligation de payer la redevance pour les entreprises. L'initiative se présente sous la forme d'un projet rédigé et vise à inscrire un nouvel alinéa à l'article 93 de la Constitution fédérale. Dans son message du 19 juin 2024, le Conseil fédéral recommande de rejeter l'initiative populaire sans contre-projet direct ou contre-projet indirect. Toutefois, il a décidé d'un contre-projet



au niveau de l'ordonnance. Déjà aujourd'hui, la SSR dispose ainsi de 270 millions de francs en moins. Elle doit donc économiser 17 pour cent de son budget total. L'entreprise est engagée dans un processus de transformation. Cette charge financière est difficile à supporter, et les consommateurs et les consommatrices le ressentent déjà aujourd'hui.

Il y aurait plus de séries achetées que de productions maison, car ces dernières sont nettement plus chères. Ces productions, comme la série "Neumatt", qui parle du changement structurel que traverse l'agriculture, ou les séries "Tschugger", "Maloney", "L'ultim Rumantsch" ou "Winter Palace" ne pourraient plus être financées comme elles l'ont été les dernières années. Il ne serait plus possible de proposer ces productions maison. Si nous voulons une offre large de la SSR, comme véritable maison des médias pour la population suisse, ainsi qu'une structure décentralisée, nous devons veiller à ce qu'elle dispose de suffisamment de moyens.

Pour les Verts suisses, cette initiative qui réduit la redevance a pour but l'affaiblissement du service public. Pour les consommateurs et les consommatrices, cela signifie moins de contenus éducatifs, culturels et informatifs. Cela signifie également, premièrement, une menace sur la démocratie et la cohésion nationale et, deuxièmement, que la couverture médiatique ne serait plus assurée dans toutes les régions, car la SSR soutient aujourd'hui la culture, les minorités linguistiques et les régions périphériques. Une conséquence de la réduction est que la SSR devrait fortement réduire son offre. Cela entraînerait une baisse de 50 pour cent des recettes commerciales et d'autres recettes. Avec son bassin de population plus réduit que la Suisse allemande, la Suisse romande est particulièrement vulnérable. L'initiative SSR entraînerait une réduction drastique des ressources de la RTS, avec un risque avéré de suppression de nombreux postes et la diminution de l'offre de programmes. Le rôle de la SSR en Suisse est clair : la SSR garantit une couverture médiatique dans toutes les régions. Elle soutient la culture, les minorités linguistiques et les régions périphériques. L'initiative "200 francs, ça suffit !" est une attaque frontale contre la diversité des médias. La pression des économies est déjà énorme aujourd'hui et elle fait mal.

C'est pourquoi les Verts et les Vertes rejettent clairement cette attaque frontale : nous disons non à l'initiative de l'UDC.

Deshalb gibt es von uns Grünen eine klare Absage an diesen Frontalangriff. Wir sagen Nein zur Halbierungs-Initiative der SVP; wir sagen Nein zur Schwächung des Service public.

Matter Thomas (V, ZH): Ja, Ihnen als Oberbaselbieterin darf ich schon eine Frage auf Deutsch stellen, nehme ich an. Status quo heute bezahlen wir 335 Franken an Gebühren, unsere Initiative möchte 200 Franken. Die Differenz beträgt 135 Franken, das ist fast der Jahresbetrag eines Halbtaxabos. Meine Frage ist folgende: Wäre es aus grüner Sicht nicht sinnvoller, dass jeder Haushalt gratis ein Halbtaxabo bekommt und dafür eine ein wenig schlankere SRG?

Brenzikofer Florence (G, BL): Danke, Herr Kollege Matter, Oberbaselbieter. Ja, klar, es könnte natürlich auch beim öffentlichen Verkehr eine Reduktion geben; das wissen wir. Es gibt sehr günstige Angebote, zum Beispiel in unserer Region. Aber hier geht es um die Schwächung der SRG. Es gilt bereits heute eine Reduktion des Budgets um 17 Prozent. Das tut dem Unternehmen weh. Es muss schon jetzt Abbau betreiben, und mehr Abbau verträgt es nicht. Das heisst: Die Abgabe von 200 Franken, die Sie mit Ihrer Halbierungs-Initiative verlangen, wäre definitiv eine zu drastische Kürzung, und vor allem würden darunter die Regionen stark leiden, insbesondere das Tessin, aber auch – wir haben es vom Kommissionssprecher gehört – der Kanton Graubünden und die Romandie, wie ich ebenfalls ausgeführt habe.

AB 2025 N 746 / BO 2025 N 746

Töngi Michael (G, LU): Die Medien in der Schweiz leiden alle unter den gleichen Problemen. Sie verlieren Abonnenten, sie verlieren Leserinnen, Zuhörerinnen, Zuschauer, und sie verlieren vor allem Werbeeinnahmen. Die Situation ist dramatisch, denn qualitativ gute Medien sind ein Pfeiler unserer Demokratie.

Welchen Sinn macht es in dieser Situation, die SRG zusammenzustauchen und eine radikale Kürzung ihres Programms zu fordern? Die Initianten können zwei unterschiedliche Motive haben. Das eine ist inhaltlich falsch, das andere ist inhaltlich gefährlich.

Einige glauben tatsächlich, dass eine Kürzung bei der SRG den privaten Medien wieder auf die Beine helfen würde – weil sie dann mehr Platz bekämen, eine Konkurrenz weg sei und die Leute bei einer Kürzung der Haushaltsabgabe das Geld in ein Zeitungsabo stecken würden. Glauben Sie das wirklich? In den letzten zwanzig Jahren ist die Haushaltsabgabe nur gesunken, sie betrug einmal weit über 400 Franken. Glauben Sie tatsächlich, dass irgendjemand ein zusätzliches Zeitungsabo abschliesst, weil er 135 Franken weniger für die Gebühr bezahlen muss oder auch 35 Franken weniger, wie es der Bundesrat will? Das ist doch unsinnig,



denn in der gleichen Zeit, in der die Haushaltsabgabe gesunken ist, ist auch die Zahl der Zeitungsabos stetig gesunken.

Die SRG und die privaten Medien sitzen im gleichen kleinen Schweizer Boot, und das Problem ist nicht die Konkurrenz zwischen der SRG und privaten Zeitungen, sondern die Konkurrenz der grossen Plattformen, die Milliarden von Werbegeldern und sehr viel Aufmerksamkeit absaugen. Es ist tragisch, dass die Initianten dies nicht sehen, und es ist mindestens so tragisch, dass dies auch einige private Medien nicht begreifen und tatsächlich glauben, dass die Leute wieder eine Zeitung abonnieren, wenn die SRG auf einige Textbeiträge verzichtet. Die Ansicht, dass die Privaten profitieren, wenn man der SRG etwas wegnimmt, ist naiv, und sie ist wissenschaftlich nicht belegt. Aber immerhin kann man sagen: Sie ist gutgläubig.

Weniger gutgläubig, sondern vielmehr gefährlich ist das zweite Motiv. Die Initianten arbeiten ja nicht nur gegen die SRG, es sind genau die gleichen Kreise, die auch jegliche Medienförderung für Private nicht unterstützen. Es ist ihnen offenbar gerade recht, wenn nur noch Kurzfutter produziert wird, Erregung und Schlagzeilen die Diskussion prägen, wenn es keine Vertiefung mehr zu Themen gibt und Gratisblätter den Markt beherrschen. Dann werden soziale Medien die Diskussionen noch stärker prägen. Es sind wiederum die gleichen Personen, die jede Regulierung von sozialen Medien ablehnen. Wohin das führt, sehen wir in den Diskussionen immer häufiger. Es graust uns vor den Auswirkungen, vor der Verrohung der Diskussion und vor dem Um-sich-Greifen faktenfreier Erzählungen.

Die Grünen kämpfen für starke Medien, die qualitativ gute Arbeit leisten. Die SRG ist dabei zentral. Sie leistet wichtige Arbeit im Informationsbereich und in den Bereichen Kultur, Sport, Wissenschaftsvermittlung und Unterhaltung für unser Land und aus unserem Land. Die Zerschlagung der SRG in ihrer heutigen Form wäre auch ein Schlag gegen die Demokratie und das Zusammenleben in unserem Land. Wir Grünen sind überzeugt, dass diese Initiative sehr klar abgelehnt werden wird.

Roth Pasquier Marie-France (M-E, FR): Nous sommes réunis aujourd'hui pour débattre d'une initiative qui touche au coeur de notre démocratie, de notre diversité culturelle et de notre cohésion nationale. Le but de l'initiative populaire "200 francs, ça suffit !" est de réduire de moitié le budget de la SSR. Les conséquences désastreuses d'une telle réduction se répercuteraient sur nous toutes et tous. Les régions périphériques et les minorités linguistiques en seraient les premières touchées. La SSR a déjà annoncé qu'en cas d'acceptation de l'initiative elle serait obligée de repenser sa structure décentralisée. Actuellement, la RTS a deux studios principaux en Suisse romande, à Lausanne et à Genève, et six bureaux régionaux, à Fribourg, Sion, Bienne, Moutier, Delémont et Neuchâtel. Cet ancrage dans les régions, au plus près de l'actualité locale, nous permet d'avoir des informations de première main et pertinentes pour toute la Suisse. Alors que les médias privés centralisés suppriment des dizaines de postes chaque année, il est crucial que le service public reste implanté dans nos régions au contact de la population. Sans cela, un désert médiatique se profile dans les régions périphériques.

L'accès à une information fiable, indépendante et pluraliste est une condition et un fondement de la démocratie. Les journalistes doivent pouvoir exercer leur métier afin de garantir ce rôle d'information des citoyennes et citoyens. C'est une condition nécessaire pour permettre le débat démocratique à tous les niveaux.

Cette centralisation de la SSR entraînerait également une limitation de l'offre culturelle et sportive ainsi qu'une baisse de soutien dans les domaines du cinéma et de la musique suisses, notamment populaires. Elle se ferait au détriment de la diversité culturelle, car, que ce soit à travers la transmission de la Saint-Nicolas à Fribourg, des combats de reines en Valais ou du cortège de l'Escalade à Genève, la SSR met en lumière les traditions et les événements locaux. Elle renforce ainsi le sentiment d'appartenance des communautés locales. Je crains que la SSR ne puisse maintenir toutes ses opérations spéciales avec la moitié de son budget actuel.

L'acceptation de cette initiative entraînerait aussi d'importantes suppressions de postes. De nombreuses rédactions spécialisées disparaîtraient. Cette situation est d'autant plus alarmante que le journalisme traverse déjà une crise profonde. Au final, le droit des citoyennes et des citoyens à une information fiable, indépendante et pluraliste paraît plus que jamais remis en question. Or, le droit à l'information assure la qualité du débat public et permet à chacun d'exercer pleinement et en toute lucidité sa citoyenneté. C'est d'autant plus important dans le contexte politique international actuel, dans lequel les fake news et les tentatives de désinformation pullulent sur les réseaux sociaux, une tendance qui est et sera encore plus accentuée par la démocratisation de l'intelligence artificielle.

En conclusion, l'initiative SSR met en péril un bien commun précieux : notre accès à une information de qualité, indépendante et équitablement répartie sur tout le territoire. Je vous prie donc de refuser cette attaque contre notre droit à l'information et de nous engager pour des médias forts. Le groupe du Centre recommande de refuser cette initiative. Il rejettera également la minorité Fischer Benjamin, qui propose un renvoi à la com-



mission, et la minorité Pult, qui propose un contre-projet en finançant la SSR par un fonds alimenté par une augmentation de la TVA.

Kutter Philipp (M-E, ZH): Es ist zulässig, einen zeitgemässen medialen Service public zu fordern. Ich habe auch nichts dagegen, über die Grenzen des Service public zu diskutieren. Aber diese Initiative ist kein moderater Reformvorschlag – sie ist ein radikaler Kahlschlag. Sie berührt unsere Demokratie, was unverantwortlich ist in einer Zeit, in welcher der Kampf gegen Desinformation anspruchsvoller ist denn je. Unter anderem darum lehnt die Mitte-Fraktion die Halbierungs-Initiative entschieden ab.

Unser Mediensystem steht auf zwei Beinen: dem öffentlichen Rundfunk und den privaten Medien. Beide sind wichtig für die Meinungsvielfalt. Mit Annahme dieser Initiative würde eines dieser Standbeine massiv geschwächt. Das hätte einschneidende Folgen für alle Kanäle, für alle Landesteile und vor allem für alle Sprachregionen.

Die SRG ist kein gewöhnliches Medienunternehmen. Sie erfüllt einen gesetzlichen Auftrag: Sie sorgt für verlässliche Informationen in allen Landessprachen, und zwar auch dort, wo sich das wirtschaftlich nicht lohnt. Private Medien können das nicht im gleichen Umfang leisten, sie sind auf Reichweite und Werbung angewiesen. Wenn die SRG in diesem Umfang zurückgebaut wird, entsteht eine Lücke, die niemand füllt. Das trifft besonders Menschen in abgelegenen Regionen, ältere Personen und Haushalte mit kleinen Einkommen.

Eine starke SRG stärkt den Zusammenhalt unseres Landes. Formate wie "Rendez-vous" oder das "DOK"-Fenster mit Inhalten aus allen Sprachregionen leisten einen Beitrag zur nationalen Verständigung. Wird die SRG in diesem Umfang

AB 2025 N 747 / BO 2025 N 747

geschwächt, trifft das besonders die Regionen, die ohnehin schon am Rand stehen.

Ja, wir wissen es: Die Mediennutzung verändert sich. Und ja, auch die SRG muss sich laufend hinterfragen und sich auf ihren Kernauftrag konzentrieren. Genau deshalb begrüssen wir die angekündigte stärkere Kooperation zwischen der SRG und den privaten Medienhäusern – eine Entscheidung und ein Schritt, der sicherlich auch für die SRG anspruchsvoll ist. Doch das ist der richtige Weg: nicht ein radikaler Abbau, sondern eine verstärkte Zusammenarbeit zum Wohl der ganzen Medienlandschaft in der Schweiz.

Sie haben schon einiges über den Gegenvorschlag gehört. Auch ich möchte dazu einige Gedanken deponieren.

Herr Bundesrat Rösti hat der SRG mit der Gebührensenkung auf 300 Franken auf Verordnungsstufe einen anspruchsvollen Auftrag erteilt. So wie ein Teil der Mitte-Fraktion hätte ich mir gewünscht, dass wir als Parlament einen gesetzlichen Gegenvorschlag ausgearbeitet hätten, natürlich nicht in Ergänzung, sondern als Ersatz für die Beschlüsse auf Verordnungsstufe. Leider fanden sich dafür keine Mehrheiten, auch nicht für eine moderate Formulierung. Aus meiner Sicht ist das eine verpasste Chance.

Ein Gegenvorschlag hätte es uns erlaubt, die SRG sanft zu reformieren, statt zum Kahlschlag anzusetzen, wie es die Initiative macht. Er hätte uns erlaubt, die Inhalte und Grenzen des Service public zu diskutieren. Ein Gegenvorschlag auf Gesetzesstufe hätte zudem im Abstimmungskampf mehr Gewicht gehabt als eine Verordnungsänderung, die an jeder Mittwochssitzung des Bundesrates rückgängig gemacht werden kann. Das ist bedauerlich, denn der Abstimmungskampf wird nicht einfach.

Es gibt Menschen, die der SRG nicht mehr trauen. Es gibt Menschen – das sind vor allem die Jüngeren –, die sie nicht mehr nutzen. Andere wiederum sind froh um 135 Franken mehr im Portemonnaie. Seit der letzten Abstimmung über eine Erhöhung des Preises für die Autobahnvignette wissen wir, dass 135 Franken ein relevanter Betrag sind – vielleicht nicht für die meisten hier im Saal, aber bestimmt für andere Menschen in unserem Land. All das dürfen wir nicht unterschätzen.

Die Diskussionen über einen Gegenvorschlag sind geführt. Wir von der Mitte-Fraktion möchten diese Diskussion auch nicht wieder aufnehmen, da die Zeit drängt. Es bleibt uns nur noch der Weg, die Initiative an der Urne zu bekämpfen. Wir setzen auf die Einsicht der Bevölkerung, dass ein starker, unabhängiger Service public in Zeiten von Desinformation und Polarisierung unverzichtbar ist.

Im Namen der Mitte-Fraktion empfehle ich Ihnen daher, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und alle Minderheitsanträge abzulehnen.

Matter Thomas (V, ZH): Nur eine kurze Frage, Herr Kutter: Sie haben ausgeführt, wie wichtig der Service public sei, und das bestreite ich auch nicht. Aber haben Sie das Gefühl, dass z. B. die Serie "CSI Miami", die die SRG jahrelang ausgestrahlt und den privaten Medien entzogen hat, weil diese solche Beträge nicht bezahlen können, Service public sei?



Kutter Philipp (M-E, ZH): Danke für die Frage, Herr Matter, die ich gerne beantworte; ich wollte nicht die Flucht antreten. Ich möchte dazu zwei Dinge sagen: Erstens gehört Unterhaltung auch zum Service public, das ist einmal ganz wichtig. Die SRG muss eine gewisse Attraktivität haben, auch im Unterhaltungsbereich, sonst wird sie als Sender bei vielen Menschen an Relevanz einbüßen. Die Menschen werden sich anderen Kanälen zuwenden, vor allem ausländischen, und das ist nicht in unserem Sinne. Zweitens kann man über jede Sendung, über jedes Gefäss diskutieren, aber ich bin nicht der Programmdirektor, und Sie sind es auch nicht. Daher verzichte ich auf eine Einschätzung einer einzelnen Sendung.

Rutz Gregor (V, ZH): Wenn Sie sich jetzt selber zugehört hätten, dann hätten Sie wahrscheinlich Angst bekommen. Wir bekamen das Gefühl, der Weltuntergang stehe kurz bevor, und wir haben uns ernsthaft überlegt, ob wir während dieser Debatte ein Kerzlein anzünden sollen. Wir hörten von der Desinformation, die droht. Wir hörten vom gesellschaftlichen Zusammenhalt, der verloren zu gehen scheint. Die Leute erhalten keine Nachrichten mehr. Die Schweiz fällt auseinander. Der Höhepunkt war wahrscheinlich die Bemerkung von Kollege Pult, dass die mediale Souveränität in Gefahr gerate.

Ja, Herrgott, wie ist denn die Schweiz stark geworden? Was zeichnet unsere Demokratie aus? Was macht unser Land so erfolgreich? Das ist die Tatsache, dass wir freier sind als andere Nationen; das ist die Tatsache, dass man bei uns verschiedene Meinungen haben darf; und das ist die Tatsache, dass sich auch in der Medienlandschaft die Vielfalt der Meinungen widerspiegeln soll.

Sie sprechen ja immer wieder von Diversität. Wir sind auch für Diversität. Hier führen wir diese Diskussion. Wollen Sie mehr Freiraum für Private schaffen, oder glauben Sie wirklich daran – und diesen Eindruck habe ich fast etwas erhalten, als ich Ihnen zugehört habe –, dass der einzige Weg zu sachgerechter Information und zu einer lebendigen Demokratie über staatlich finanzierte Institutionen führt? Das können Sie doch nicht ernst meinen. Aber das genau ist Ihre Botschaft.

Schauen Sie, wir führen diese Diskussion nicht erst seit gestern. Die erste Petition ist fünfzehn Jahre her. In ihr haben wir gesagt, dass die Gebühren zu hoch sind und sinken müssen. Damals waren wir bei 462 Franken. Sie haben gesagt: Das ist ein Angriff auf die SRG! Die Schweiz wird leiden! Die Medienlandschaft geht kaputt! Es passierte nicht so viel. Wir sind dann auf 365 Franken, auf 335 Franken zurückgegangen, jetzt sprechen wir von 300 Franken. Es gibt die SRG immer noch. Sie macht mehr denn je. Sie baut auf und aus. Von einem Untergang kann wahrscheinlich nicht die Rede sein. Aber jedes Mal haben Sie gesagt: Es geht nicht ohne! Dies, ohne im Auge zu behalten, dass die Schweiz stark geworden ist dank privater Initiative und dank echter Diversität, und das ist das, was private Medien liefern können.

Was mich in dieser Diskussion in den letzten Wochen und Monaten erschüttert hat, ist die permanente Gesprächsverweigerung gewisser Kreise. Das ist unglaublich! Wir erleben auch das seit Jahren. Wir hatten diese Service-public-Debatte bereits vor zehn Jahren. Bundesrätin Doris Leuthard hat damals gesagt, es werde eine Debatte geben ohne jegliche Tabus, alles solle offen diskutiert werden. Aber auch darauf passierte nicht wahnsinnig viel.

Es folgte das Bestreben, den Gebührenanteil der SRG zu plafonieren. Auch das ist nicht mehr sakrosankt, und die Online-Aktivitäten nahmen immer mehr zu.

Die Mediensteuer für Unternehmen, die heute auch verschiedentlich angesprochen worden ist, ist vor zehn Jahren – einfach um Sie noch einmal daran zu erinnern, auch all diejenigen, die nicht dabei gewesen sind – hier drin mit Stichentscheid des Präsidenten entschieden worden; das war nicht eine klare Mehrheit. Sehr viele waren sich bewusst, dass dies verfassungsrechtlich ein Problem ist, weil der Staat keine Steuern erheben darf, wo keine Verfassungskompetenz dafür besteht. Trotzdem hat man es beschlossen.

Es gab dann ein Referendum über die Revision des Radio- und Fernsehgesetzes. Die Gesetzesrevision wurde im Juni 2015, vor zehn Jahren, mit 3700 Stimmen Unterschied angenommen. Sie sehen, in dieser ganzen Diskussion steht alles auf tönernen Füßen; wir haben hier wirklich Handlungsbedarf.

Kollege Silberschmidt hat es richtig gesagt: Die Leute zahlen privat schon ihre Beiträge und gehen nicht ins Geschäft, um Radio zu hören oder Fernsehen zu schauen. Darum ist diese Unternehmenssteuer etwas, was völlig falsch ist.

Da wir hier über den Service public diskutieren, sollten wir uns bewusst werden, was das überhaupt ist. Hierzu gibt es einen guten Bericht, einen Mitbericht der Wettbewerbskommission vom 13. Mai 2016. Das war während der damaligen Service-public-Debatte. Die Wettbewerbskommission hielt damals klar und richtig fest, dass der Service public nicht ein eigenes Angebot sei, welches sich im Markt gegen die Privaten behaupten müsse, sondern eine Ergänzung des bestehenden Marktangebots. Und weiter hielt sie fest, dass sich Grenzen eines öffentlich finanzierten Angebots aus der Wirtschaftsverfassung der Schweiz ergäben, indem grundsätzlich der Markt zu spielen habe und Eingriffe durch den

**AB 2025 N 748 / BO 2025 N 748**

Staat nur insofern gerechtfertigt seien, als sie zur Erreichung effektiv notwendig seien. Das ist die ordnungspolitische Einordnung des Ganzen.

Wenn also etwas fehlt im Markt, dann muss die öffentliche Hand das bereitstellen. Jetzt sagen Sie mir bitte schön: Was genau fehlt denn wo online? Wo finden Sie etwas nicht, das Sie im Internet suchen? Es gibt dort alles, in allen Sprachen. Das zeigt doch: Es ist ganz gefährlich, wenn sich staatliche Aktivitäten immer mehr ausbreiten. Das ist nicht der Sinn des Service public.

Insofern bin ich froh, dass zumindest Kollege Töngi auch gesagt hat, dass wir zuerst einmal den Inhalt dieses Auftrags diskutieren sollten, bevor wir dann zur Gebührenhöhe kommen. Hier haben wir schon gewisse Erwartungen an das Departement. Eigentlich hätten wir jetzt über die Konzession diskutieren sollen, über erste Rahmenbedingungen, welches genau der Auftrag der SRG ist und worauf dieser fokussiert werden sollte. Dann sähe man, was das kostet und wie hoch die Gebühren sein müssen.

Es wurde erwähnt: Wir haben mehrmals versucht, diese Diskussion in Gang zu bringen. Zweimal hat die Kommission einen Gegenvorschlag entworfen und beschlossen, zweimal hat sich die Ständeratskommission der Diskussion verweigert. Das war peinlich, um nicht zu sagen etwas beschämend – ein dünnes Protokoll, das Interesse war null Komma null. Das ist widersprüchlich bei einem Thema, bei dem alle sagen: Das ist für uns ganz ein wichtiges Thema, es ist staatspolitisch von enormer Bedeutung, und der Vielfalt der Meinungen müssen wir Sorge tragen – und dann möchte man nicht einmal darüber sprechen. Also: Diesem Service public, dem müssen wir Sorge tragen.

Dann kam ja diese erstaunliche Wende in der Diskussion. Der Verlegerverband hatte die Initiative zuerst unterstützt, weil er feststellte, dass wir hier tatsächlich ein Problem haben, weil die SRG für ihn eine zu grosse Konkurrenz geworden ist, gerade im Online-Bereich. Sie wissen es: Print nimmt ab, und die Verlagshäuser müssen auf den Online-Bereich ausweichen. Der Verlegerverband hatte diese Initiative unterstützt. Was sahen wir nun vor einem Monat? Auf wundersame Weise einigte sich die SRG plötzlich mit dem Verlegerverband – also mit dem Deutschschweizer Verlegerverband, muss man sagen. Die Tessiner und die anderen italienischsprachigen Verleger sowie die Verleger der Suisse romande haben diesen Vertrag meines Wissens noch nicht unterschrieben. Er wurde mit dem Deutschschweizer Verlegerverband vereinbart.

Ich weiss nicht, ob Sie die Vereinbarung gelesen haben. Kollege Silberschmidt hat sie auch erwähnt. Was darin steht, entspricht zu einem Teil dem, was wir seit Jahren gefordert haben, aber es ist nicht die Lösung des Problems. Es ist die Dokumentation des Problems. Indem sich die SRG mit den Verlegern hinsetzt, gibt sie zu: Ja, wir haben ein Problem. Das ist insofern schon etwas historisch. Was darin steht, müssen Sie aber einmal anschauen. Das ist unglaublich: Man will sich im Online-Bereich auf zweieinhalbtausend Zeichen beschränken. Wir haben einmal über tausend Zeichen online gesprochen. Die SRG gibt nach wie vor jeden Tag eine ganze Zeitung heraus!

Und dann heisst es unter Ziffer 5.8 – ich habe es zweimal lesen müssen -: Die SRG ist bereit, dem Verlegerverband als Mitglied beizutreten. Das steht in der Vereinbarung. Stellen Sie sich das einmal vor, das ist ja absurd! Was will die SRG im Verlegerverband? Sie hat doch ganz andere Aufgaben. Das zeigt, wie heikel diese Vereinbarung ist. Das ist keine Lösung, das ist etwas PR, um den Verlegerverband gefügig zu machen. Das steht dann auch ein paar Zeilen weiter unten. Teil der Vereinbarung ist: Der Verlegerverband setzt sich gegen die Initiative und dafür ein, dass sich die eigenen Mitglieder gegen die Initiative einsetzen. Also Entschuldigung, das ist wirklich starker Tobak; das müssen Sie sich genau anschauen. Und das, hoffe ich, schaut dann auch das BAKOM, die Aufsichtsinstanz, genau an. Ich muss es immer wieder sagen: Beim BAKOM habe ich ab und zu das Gefühl, es sei die PR-Agentur der SRG; eigentlich wäre es aber die Aufsichtsinstanz. Auch hier zeigt sich: Wir haben noch viel Luft nach oben.

Wir diskutierten in den Kommissionssitzungen viele Fragen. Eine Frage betraf Social Media. Das ist ein Punkt, den die Verleger immer wieder kritisiert haben. Die SRG konkurrenziiert sie unnötig. Wir haben gefragt: Welche Social-Media-Strategie gibt es? Das BAKOM sagt uns: Dazu liegen kaum Informationen vor. Eine spezifische Social-Media-Strategie wird von der SRG weder verlangt, noch hat sie eine formuliert. Sie schätzen, dass es etwa vierzig bis fünfzig Stellen sind, die sich damit beschäftigen. Nennen Sie mir ein Unternehmen in diesem Land, das fünfzig Leute hat, die sich zu 100 Prozent mit Social-Media-Kanälen beschäftigen. Das ist doch absurd, und ebenso absurd ist es, dass die Aufsichtsinstanz, welche diese Sachen überwachen müsste, offenbar keine Ahnung hat, was da vor sich geht.

Stimmen Sie dem Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin zu. Dann haben wir die Chance, all diese ernsthaften Probleme noch einmal in Ruhe zu diskutieren.



Töngi Michael (G, LU): Kollege Rutz, seit 2004 sind in der Schweiz siebzig Zeitungstitel verschwunden. Sie haben von der Vielfalt der Meinungen in den Medien gesprochen. Können Sie mir erklären, worin diese Vielfalt in den zahlreichen Regionen, in denen es nur eine einzige Zeitung gibt, besteht?

Rutz Gregor (V, ZH): Kollege Töngi, Sie wissen so gut wie ich, dass die Lokalzeitungen für die Medienvielfalt in der Schweiz nicht die Hauptfaktoren sind. Selbstverständlich sind sie wichtig, und ich unterstütze die lokalen und regionalen Zeitungen auch, indem ich sie abonniere. Aber für die Medienvielfalt sind vor allem nationale Medien wichtig. Es stimmt: Auf nationaler Ebene sind Titel weggefallen. Es sind aber auch neue Formate entstanden, nämlich all diese Online-Portale. Hier müssen wir schon aufpassen. Wenn ich Ihnen zuhöre, habe ich immer das Gefühl, dass für Sie eine abonnierte, gedruckte Zeitung eine gewisse Qualität hat; dass alles, was es gratis gibt, Humbug ist; und dass alles, was online ist, sowieso fragwürdig ist. Aber so einfach ist es natürlich nicht. Es gibt diese Vielfalt, einfach auf anderem Wege. Wir müssen nur genügend Freiraum schaffen, damit die Konkurrenz spielen und der Kunde entscheiden kann, welches das beste Angebot ist. Heute haben wir nicht mehr diese Konkurrenz. Heute haben wir ein Wettrennen um Subventionen, und das macht mir Angst.

Hässig Patrick (GL, ZH): Herr Kollege Rutz, ich habe achtzehn Jahre lang bei den Medien gearbeitet, in der Privatwirtschaft wie auch bei der SRG. Ich kann Ihnen also sagen, jeder Radiobeitrag, jeder Fernsehbeitrag wird auf die Goldwaage gelegt, damit links und rechts, die Mitte, das Pro und Contra ausgewogen dargelegt werden, insbesondere bei der SRG. Das kann ich Ihnen aus eigener Erfahrung garantieren. Wahrscheinlich ist die Ausgewogenheit bei der SRG noch fast besser als bei den privaten Medien.

Jetzt komme ich zur Frage: Können Sie bestätigen, dass Sie tatsächlich so viel sparen wollen, bis die SRG tatsächlich auseinanderfällt?

Rutz Gregor (V, ZH): Geschätzter Kollege Hässig, ich habe Ihnen früher ab und zu zugehört, hier auch wieder. Dies ist etwas, was ich gar nicht bestritten habe, vor allem bei den Privaten nicht. Die Privaten schauen sehr genau, dass sie ausgewogen berichten, weil sie wissen, dass sie ein grosses Publikum brauchen. Bei der SRG ist es anders, bei ihr sind nicht die Quoten entscheidend, sondern entscheidend ist der Auftrag.

Aber Sie haben gefragt: Wollen wir sparen, bis etwas auseinanderfällt? Nein. Sie wissen ganz genau: Jeder, der einmal in der Privatwirtschaft tätig war, weiss es, dass ein Unternehmen sich immer wieder hinterfragen muss. Sind wir effizient, erfüllen wir unseren Auftrag, sind wir auf das fokussiert, was wir machen müssen? Und die SRG wächst und wächst und wächst und verzettelt sich immer mehr. Das ist auch aus unternehmerischer Sicht ein absoluter Widerspruch. Wenn ein Unternehmen sagt, es habe Mühe mit der Refinanzierung, dann muss es sich auf die Kernkompetenzen konzentrieren und sich nicht immer mehr verzetteln und dieses und jenes

AB 2025 N 749 / BO 2025 N 749

auch noch machen. Das ist das, was wir mit dieser Initiative erreichen möchten. Wenn Sie der Rückweisung zustimmen, haben wir ein Jahr Zeit, das in Ruhe zu diskutieren, und ich freue mich, wenn Sie sich dann auch wieder dazu äussern.

Marti Min Li (S, ZH): Herr Kollege Rutz, nur aus Neugier: Woher haben Sie die Vereinbarung, aus der Sie zitieren? Ist diese öffentlich? Das wäre mir neu.

Rutz Gregor (V, ZH): Ich weiss nicht, ob die Vereinbarung öffentlich ist, aber sie lag mir vor. Ich habe sie gelesen, weil ich der Auffassung bin, dass es, wenn ich über eine Initiative rede, zu deren Thema eine solche Vereinbarung besteht, zu meiner Aufgabe gehört, darüber Bescheid zu wissen. Und ich weiss nun Bescheid. Ich bin etwas erschüttert, dass das offenbar bei vielen nicht der Fall ist, aber vielleicht ändert sich das nach der heutigen Debatte, und der Verlegerverband macht die Vereinbarung öffentlich.

Wismer-Felder Priska (M-E, LU): Herr Kollege Rutz, Sie haben vorhin die privaten Medien gelobt, wie ausgewogen sie informieren würden, so wie das zum Beispiel die SRG macht. Würden Sie sagen, dass die "WOZ" sehr ausgewogen Bericht erstattet?

Rutz Gregor (V, ZH): Nein, private Medien müssen nicht ausgewogen sein. In der Regel berichten die grossen Publikumsmedien aber ausgewogen. Ich muss Ihnen sagen: Ich lese die "WOZ" immer wieder mit Vergnügen, weil ich das sehr spannend finde. Auch wenn ich mit vielen Sachen nicht einverstanden bin, die dort geschrieben stehen, finde ich es spannend, zu sehen, wie die Gegenseite argumentiert, wie sie zu ihren Forderungen, zu ihren Resultaten kommt. Das ist eben die Vielfalt, und das ist das Schöne. Das Problem ist: Sobald Sie



Subventionen geben, sobald Sie öffentliche Gelder geben, müssen Sie zu kontrollieren beginnen. Da müssen Sie schauen, wo dieses Geld hingehet und ob der Auftrag erfüllt wird. Das ist genau das, was wir nicht wollen. Wir wollen diese staatliche Kontrolle nicht. Sie beklagen immer wieder, wir wollten staatliche Kontrolle – "Chabiszüg". Das Gegenteil ist der Fall, wir wollen Freiheit, und wir wollen, dass jeder seine Meinung sagen kann.

Matter Thomas (V, ZH): Am Anfang noch eine Bemerkung zu Kollege Hässig, der vorhin gesagt hat, wie politisch ausgewogen die SRG sei: Da finde ich es schon komisch, dass ich, wenn ich über den Bundesplatz ins Parlament gehe, nur linke bis extrem linke NGO mit Plakaten "Nein zur SRG-Initiative" sehe. Warum wollen diese NGO ein Nein zur SRG-Initiative, wenn die SRG so ausgewogen berichtet? Ich habe etwa vierzig Mails bekommen, alle von linken Vereinigungen, inklusive von Corine Mauch aus der Stadt Zürich. Wir sollen unbedingt Nein zur Initiative sagen. Meinen Sie, Corine Mauch schreibt eine E-Mail, wenn sie das Gefühl hat, die SRG sei nicht links? Das einfach schnell zur Einführung.

Aber ich muss auch sagen, unsere SRG-Initiative "200 Franken sind genug!" hat bereits etwas erreicht. Dank der Einsicht von Bundesrat Albert Rösti, dass es mit den weltweit höchsten geräteunabhängigen Zwangsgebühren nicht so weitergehen kann, werden die Gebühren gestaffelt für alle um 10 Prozent reduziert. Auch hat sich die SRG offenbar endlich bereit erklärt, Kollege Rutz hat es erwähnt, ihre Online-Übermacht einzuschränken – allerdings, wie vorgängig erwähnt, mit einem korruptionsähnlichen Deal. Wir werden sicher später noch darauf zurückkommen.

Daneben aber liegt in unserer öffentlich-rechtlichen, durch Zwangssteuern finanzierten Medienpolitik noch immer allzu vieles im Argen. Noch immer sind die Gebühren für die Konsumentinnen und Konsumenten zu hoch. Dank unserer SRG-Initiative müssen wir alle nur noch 200 Franken pro Jahr bezahlen. Alle Haushalte hätten faktisch ein Halbtags-Abo fast gratis, und das Jahr für Jahr. Diese 200 Franken sind immer noch mehr als genug für das, was wir dafür bekommen.

Vor allem räumt unsere Initiative mit dem Missstand der ungerechten Doppelbesteuerung auf, wo Gewerbe und Arbeitgeber zweimal zur Kasse gebeten werden – nicht nur als Privatpersonen, sondern auch durch umsatzabhängige Zwangsabgaben, die schnell einmal mehrere tausend Franken ausmachen, unabhängig davon, ob die Firma Gewinn oder Verlust macht. Befreien wir unsere Wirtschaft und unsere Arbeitsplätze endlich von dieser unsinnigen Belastung.

Das heutige System der SRG-Zwangssteuern ist auch höchst unfair und unsozial gegenüber der jungen Generation. Denn die Jungen, die oft wenig verdienen, müssen für ein Medienangebot bezahlen, das sie kaum oder überhaupt nie nutzen. Die Initiative bringt auch mehr Gerechtigkeit für die fast 40 Prozent an Einzelhaushalten. Heute werden Alleinlebende durch die hohen SRG-Steuern höchst ungerecht zur Kasse gebeten.

Auch bei einer Begrenzung auf 200 Franken erhält die SRG noch immer mehr als genug Geld, es sind immer noch mehr als 900 Millionen Schweizerfranken. Aber sie wird sich vermehrt auf ihren Kernauftrag der Grundversorgung besinnen müssen. Wir würden endlich die monopolartige Stellung der SRG reduzieren, damit wir im Medienbereich wieder etwas mehr Markt und etwas weniger Staat bekommen.

Unsere SRG-Initiative sieht ausdrücklich vor, dass die privaten Radio- und Fernsehsender keine Einbussen befürchten müssen. Sie erhalten auch in absoluten Zahlen nach wie vor mindestens die gleiche Summe aus dem Gebührentopf wie bisher.

Auch den sprachlichen Minderheiten in unserem Land droht keine Gefahr. Sie werden dank dem Finanzausgleich innerhalb der SRG weiterhin eine hochwertige mediale Grundversorgung erhalten.

Lassen Sie uns die personell, finanziell und machtmässig ungesund aufgeblähte SRG endlich auf ein vernünftiges Mass zurückführen. Sorgen wir bei der SRG endlich für eine Effizienzsteigerung und für eine Fokussierung auf den Kernauftrag.

Ich möchte Sie darum bitten, die SRG-Initiative "200 Franken sind genug!" zu unterstützen.

Roth David (S, LU): Auch ich habe sieben Jahre bei einem Privatrado gearbeitet, im Gegensatz zu Kollege Hässig aber nie bei der SRG. Ich habe mich aber immer für einen starken medialen Service public eingesetzt. Die Halbierungs-Initiative, die wir vor uns haben, hat bereits eine Vorwirkung, die weit über das hinausgeht, was die Initianten je zu hoffen gewagt haben. Nicht, weil sie überzeugt, sondern weil sie instrumentalisiert wird. Bundesrat und Mitinitiant Rösti wusste genau, dass diese Initiative keine Chance hat. Genau deshalb hat er ihr eine Chance herbeigeredet, um ihr dann – als Gegenprojekt seiner eigenen Verklärung – einen Abbau entgegenzustellen. Aus einer chancenlosen Initiative wurde ein realer Abbau. Das kann man als cleveres Polit Handwerk und formaljuristisch korrektes Vorgehen bezeichnen, aber politisch ist es eine krasse Strapazierung, und es ist eine Umgehung des parlamentarischen Willens. Das gipfelt darin, dass die SRG fast einen Fünftel



ihrer Ausgaben kürzen muss.

Und die Schäden gehen weiter: Mit dem bereits erwähnten Deal, den die SRG und die grossen Verlage geschlossen haben, werden nicht nur finanzielle Ressourcen für das Mediensystem Schweiz reduziert. Vielmehr demontieren die am Deal beteiligten Akteure die Glaubwürdigkeit der Schweizer Medien nachhaltig, und das alles mit dem Segen des Departementes, welches den Deal bereits kennt, ihn schriftlich vorliegen hat – wie offenbar auch Kollege Rutz –, aber sich weigert, ihn herauszurücken, so wie sich auch die Beteiligten weigern, ihn herauszurücken. Ich habe an mehreren Stellen nachgefragt und den Vertrag nicht erhalten.

Sie fragen sich deshalb vielleicht auch, von welchem Deal hier eigentlich gesprochen wird. Ja, auch hier im Rat kennen ihn nur wenige, weil eben kaum darüber berichtet wurde. Ausser der "Weltwoche", der "WOZ" und ein paar Fachpublikationen wie "Persönlich" hat niemand kritisch darüber berichtet. Die Redaktionen der grossen Medien schweigen, oder besser gesagt: Sie wagen es offenbar nicht mehr, die Machenschaften ihrer Managements zu hinterfragen, die daran beteiligt sind.

AB 2025 N 750 / BO 2025 N 750

Die Verlage haben Geld aus der SRG herausgepresst, und die SRG hat sich erpressen lassen. Das ist schlicht ein Skandal, aber aus dem komplett gegenteiligen Grund, den Kollege Rutz und Kollege Matter vorhin genannt haben. Wenn die SRG diesen Deal eingeht, dann reduziert sie ihr Angebot freiwillig und schränkt sich in ihren Entwicklungschancen ein. Geht sie diesen Deal ein, dann amputiert sie gerade einen Teil von dem, was sie ausmacht – und das alles im Namen der Verteidigung gegen eine Initiative, die eigentlich keine Chance hätte. Das ist paradox und gefährlich.

Wir müssen jetzt gemeinsam handeln. Diese Initiative gehört mit vereinten Kräften abgelehnt, und danach braucht es eine Medienpolitik, die diesen Namen verdient, eine Politik, die den Journalismus stärkt, nicht schwächt. Wir brauchen eine nachhaltige Finanzierung für unabhängigen Journalismus, die insbesondere kleinere Redaktionen direkt mit journalistischen Arbeitsplätzen unterstützt. Wir müssen die Vielfalt der nachgefragten Verbreitungswege sichern, auch Print gehört heute noch dazu. Wir brauchen echte Konkurrenz, auch für die SRG: warum nicht eine zweite öffentlich-rechtliche Anstalt, die andere Perspektiven einbringt? Da bin ich offen. Aber das geht sicher nicht, wenn wir dem Medienplatz Geld entziehen, und das ist ja der Ursprung dieser Initiative: weniger Geld für kritische Medien.

Ein starker Medienplatz braucht Vielfalt, Konkurrenz und kritische Distanz, nicht Abhängigkeit und Deals im Hinterzimmer. Das SRG-Management, das Verlagsmanagement und das zuständige Departement haben bereits einen erheblichen Flurschaden angerichtet. Es ist Zeit, dass die Politik wieder Verantwortung übernimmt. Journalismus ist nicht einfach ein Marktprodukt, es ist die tragende Säule unserer Demokratie. Wer den Medienplatz schwächt, stärkt die Autokratien in Moskau und im Silicon Valley genauso wie die Putinisten in unserem Land.

Darum sagen wir heute klar und deutlich Nein zur Halbierungs-Initiative und Ja zu einem starken, vielfältigen, unabhängigen Medienplatz Schweiz.

Addor Jean-Luc (V, VS): Le 4 mars 2018, après un débat très dur, plus de 70 pour cent des Suisses et tous les cantons rejetaient l'initiative "No Billag". Il faut dire que ses auteurs n'y étaient pas allés de main morte : ils ne proposaient rien de moins que supprimer purement et simplement toute redevance de radio-télévision. L'énorme mobilisation des médias régionaux, qui jouaient leur existence, avait porté l'estocade. Depuis lors, après avoir senti le vent du boulet, le Conseil fédéral a réduit ce prélèvement obligatoire, qui frappe non seulement tous les ménages, mais aussi les entreprises, de 451 à 365 francs et aujourd'hui à 335 francs.

Pour autant, ni le Conseil fédéral ni la direction de la radio-télévision d'État, malgré la révolution qui touche les médias électroniques et les habitudes des téléspectateurs et auditeurs, notamment des jeunes, n'ont voulu mener un débat de fond sur le rôle des médias d'État par rapport aux médias privés dans une société pluraliste. Face à cette arrogance, le seul moyen restant d'imposer ce débat nécessaire était de toucher au pactole de la redevance, en conservant un atout de l'initiative "No Billag", à savoir l'exonération des entreprises, mais en évitant l'erreur fatale de menacer la part des diffuseurs régionaux privés, qui est explicitement garantie dans le texte de l'initiative SSR.

Notons d'emblée que si vous n'osez pas toucher maintenant au montant de la redevance, mais que vous jugez néanmoins nécessaire un débat de fond sur le service public, une variante va précisément dans cette direction : la proposition de la minorité Fischer Benjamin, qui vise, dans ce sens, un renvoi en commission.

Si vous ne saisissez pas cette opportunité, alors je me réjouis de mener ce débat devant le peuple. Je me réjouis, en particulier, de parler à tous les Suisses qui, l'an dernier, ont subi l'augmentation spectaculaire du nombre de mises en poursuite que Serafe a fait notifier aux récalcitrants. Tous les Suisses ont eu beaucoup



de plaisir à apprendre que cette entreprise, en 2024, a doublé ses bénéfices sur notre dos et sur celui des entreprises de ce pays.

Je me réjouis de parler de tous les journaux qui ne reçoivent pas un sou de cette redevance et dont les journalistes se voient parfois traités par leurs collègues de la radiotélévision d'État comme des espèces de professionnels de seconde zone, comme si les journalistes que nous sommes contraints de payer par le biais de notre redevance étaient les seuls à jouer un rôle d'utilité publique pour préserver et faire vivre le débat démocratique, alors que les médias d'État faussent la concurrence et, parfois, menacent le pluralisme par la diffusion d'une forme de pensée unique qui n'a rien à voir avec la pensée critique dont je viens d'entendre parler.

Je me réjouis de parler aux entreprises qui continuent à payer ce tribut comme si elles n'avaient pas déjà assez d'autres charges. Je me réjouis de parler du rôle de la SSR comme vecteur du wokisme, avec comme exemple emblématique le rôle qu'elle a joué pour lancer Nemo, comme on lancerait un produit, comme fer de lance de la propagande LGBT, avec comme point culminant l'Eurovision de Bâle, dont je préfère éviter de commenter plus avant le message qu'il a voulu donner.

Je me réjouis de parler d'une télévision qui condamne les policiers et défend les dealers. Finalement, 200 francs, est-ce que cela suffit ? Est-ce même encore trop, comme le disent certains quand ils écoutent ou regardent la radiotélévision d'État ?

Écoutons Alain Morisod qui, dans une interview récente, a déclaré : "Franchement, si c'est pour continuer à produire ce genre de programme, alors oui, je comprends ceux qui veulent couper la redevance à 200 francs. Mais en ce moment ça ne vaut même pas cette somme. Les gens payaient 365 francs pour une offre bien plus riche. Désormais, il ne reste presque rien. C'est comme aller au resto, payer le prix plein et se retrouver sans viande ni pain. Tout le monde le voit, mais personne ne dit rien, ni en interne ni en politique."

Oui, vraiment, je me réjouis de défendre devant le peuple l'initiative SSR, "200 francs, ça suffit !".

Wasserfallen Christian (RL, BE): Die SRG darf kein unberührbares goldenes Kalb sein. Viele der Vorrednerinnen und Vorredner haben hier zelebriert, dass die SRG unberührbar sein soll. Das ist falsch, und es ist auch nicht angebracht, wenn man Medienvielfalt und nicht -einfalt will. Die Losung von Links-Grün ist, dass es am besten sowieso nur die SRG geben sollte, und das ist wirklich falsch. Die SRG soll sich auf ihren Service-public-Auftrag, auf ihren Kernauftrag, konzentrieren und den privaten Medien in der Berichterstattung mehr Raum lassen. Ohne einen Gegenvorschlag bleibt einem nichts anderes übrig, als der Initiative zuzustimmen, und das mit Überzeugung.

Ich kann es Ihnen sagen: Es ist nicht so, dass die SRG in irgendeiner Konkurrenzsituation wäre. Egal, ob die SRG eine Zuschauerin oder sechs oder sieben Millionen Zuschauer hat: Sie kriegt 1,2 Milliarden Franken aus der Abgabe, Punkt, Schluss. Die SRG strebt nicht nach Verbreitung, das steht sogar in der Konzession, und deshalb steht die SRG nicht im Wettbewerb zu Netflix, Youtube, RTL, RAI – auch eine konzessionierte Medienanbieterin, die einen Grundauftrag hat – usw. Dieses Konkurrenzdenken bei der SRG ist völlig verkehrt. Es wird gesagt, die SRG als heilige Instanz sei in Bezug auf den Service public und die sogenannte unabhängige journalistische Medienberichterstattung unentbehrlich. Dazu muss ich sagen: Bei ihrem Kernauftrag, der ausgewogenen Berichterstattung, hat sie oftmals grosse Mühe. Die Ombudsstelle ist ständig damit beschäftigt, SRG-Beiträge aus "Rundschau", "10 vor 10", "Tagesschau" usw. zu kritisieren. Dort brilliert die SRG nicht, die "NZZ" ist da besser.

Was ich vonseiten der Linken auch nicht begreifen kann: Wenn Sie eine starke Medienvielfalt wollen und die Privaten auch unterstützen wollen, dann kann es doch nicht sein, dass die SRG im geschriebenen journalistischen Teil die Privaten konkurrenzieren kann. Sie könnten mit dem journalistischen Inhalt der SRG-Website jeden Tag eine ganze Tageszeitung drucken. Auf der anderen Seite gibt es Privatmedien, die nur diese Einkünfte haben, die mit Paywalls Journalismus

AB 2025 N 751 / BO 2025 N 751

finanzieren wollen, und die SRG setzt ihnen journalistische Texte eins zu eins als Konkurrenz entgegen.

Service public gibt es nicht nur von der SRG. Was machen denn die Lokalradios und die Lokal-TV-Stationen in ihren Regionen? Machen die nur etwas für sich? Nein, die machen auch Service public. Service public ist nicht einfach SRG. Das habe ich heute vielfach gehört, und das ist grundfalsch. Service public gibt es auch von Lokaljournalistinnen und -journalisten zu haben und nicht nur von der SRG. Deshalb ist es auch wichtig, zu verstehen, dass es eine gute Botschaft ist, wenn die SRG den Privaten etwas mehr Raum lässt. Wofür haben wir sonst das Gebührensplitting? Die Privaten sagen immer: "Wir wollen mehr Gebührensplitting, damit wir mehr Produkte finanzieren können." Ja, wir haben das Splitting, weil es eben auch private Medien und nicht



nur die SRG gibt. Und ich gebe all denen recht, die sagen, die SRG sei vor allem in jenen Sprachregionen wichtig, die nicht so viele Möglichkeiten für private Medien haben. Das stimmt. Aber weshalb muss dann in der Deutschschweiz ein so üppiges Unterhaltungsangebot mit Blödel-Satiresendungen gemacht und irgendwelche teuren Unterhaltungsformate finanziert werden? Das ist unnötig. Das kann man den Privaten überlassen. Aber ich bin einverstanden, wenn es bei der SRG eine Art Finanzausgleich gibt, mit dem vor allem in der Romandie, in der italienischen Schweiz und in der rätoromanischen Schweiz ein grösseres Grundangebot finanziert wird, weil dort weniger privates Potenzial da ist. Damit bin ich absolut einverstanden.

Ein letzter Punkt: Wenn die Konsumentinnen und Konsumenten bei dieser Medienabgabe bzw. Mediensteuer – man kann sich ja nicht davon ausnehmen – etwas einsparen können, haben sie am Ende des Tages auch mehr Geld, um selber zu entscheiden, was sie konsumieren wollen. Sie können dann vielleicht Sport schauen, sie können auch Kulturangebote oder anderes nutzen. Lassen Sie doch den Konsumentinnen und Konsumenten etwas mehr Wahlfreiheit.

Deshalb bin ich der Meinung, dass sich die SRG deutlich zurücknehmen und den Privaten, die auch Service public machen, mehr Raum bieten sollte, und letztlich können die Konsumentinnen und Konsumenten auch noch eine Entscheidung fällen.

Marti Min Li (S, ZH): Ja, geschätzter Herr Kollege Wasserfallen, mir sind die privaten Medien auch sehr wichtig. Sind Ihnen die Studien der Universität Fribourg und der Universität Zürich bekannt, die zum Schluss gekommen sind, dass die SRG die privaten Medien nicht konkurrenziert, sondern im Gegenteil sogar stärkt, weil Menschen, die für private Medien zahlen, auch öffentlich-rechtliche Medien konsumieren? Sind Ihnen diese Studien bekannt? Wenn ja, warum behaupten Sie dann, dass die SRG die privaten Medien konkurrenziert und ihnen schadet?

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Das waren zwei Fragen, es ist aber nur eine erlaubt, Frau Marti.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Sie können auch drei Fragen stellen, Frau Marti, ich beantworte gerne alle. Der Punkt ist: Sie müssen dringend mit Ihrem Fraktionskollegen Roth sprechen, der vorhin kritisiert hat, dass die Privaten mit der SRG nicht irgendwelche Kooperationen eingehen können. Warum macht man Kooperationen, Frau Marti? Weil damit die privaten Medien etwas mehr Spielraum in der Verwertung der journalistischen Tätigkeit erhalten, ohne dass die SRG alle diese Angebote zur Verfügung stellt. Dieses Zusammenspiel ist wichtig; aber es bedeutet letztlich, dass die SRG ihr journalistisches Angebot beim geschriebenen Text reduziert – 2400 Zeichen war der Deal – und den Privaten mehr Raum gibt. Das ist ein Postulat, das übrigens schon seit Jahren auch in der SRG-Konzession steht. Das ist genau das Zusammenspiel, bei dem man den privaten Medien Raum belässt und die SRG sich etwas zurücknehmen muss. Genau das ist wichtig und richtig.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Herr Wasserfallen, die Antwort sollte knapp sein.

Roth David (S, LU): Herr Wasserfallen, ich kann Ihnen versichern, dass Frau Marti und ich durchaus miteinander sprechen. Wie kommen Sie zur Einschätzung, dass private Medien mehr schreiben und mehr produzieren, wenn die SRG weniger produziert? Wie kommen Sie darauf, dass sie mehr Geld hätten, wenn Sie den Gebährentopf, der auch den Privaten zur Verfügung steht, verkleinern? Dann steht doch auch weniger für das Gebährensplitting zur Verfügung.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Dann haben Sie die Initiative nicht richtig gelesen. Dort ist erstens eine Besitzstandsgarantie bezüglich der Höhe des Plafonds beim Gebährensplitting drin, und zweitens haben wir das Gebährensplitting gerade erst vor Kurzem erhöht. Das ist der Punkt, mit welchem wir einverstanden sind, und das ist auch richtig. Aber Sie verkennen die Tatsache, dass es private Medien gibt, die ebenfalls einen Service-public-Auftrag erfüllen und entsprechende Dienstleistungen erbringen. Warum ist es notwendig, Herr Roth, dass die SRG so viel Text auf ihrer Website publiziert, dass man in einem Tag eine ganze Tageszeitung damit füllen kann, wenn die Privaten gleichzeitig die Paywall hochziehen? Was machen Sie, wenn Sie den Artikel zu irgendeinem Thema lesen wollen, eine Paywall haben (*Zwischenruf der Präsidentin: Herr Wasserfallen!*) und ihn gratis bei der SRG lesen können? Das ist eben nicht das, was wir machen sollten, Herr Roth. Das sollten Sie auch als Sozialdemokrat begreifen.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Herr Wasserfallen, ja, Sie sind fertig. – Da bin ich froh. (*Heiterkeit*)

Bendahan Samuel (S, VD): On dit toujours que cette initiative est une initiative de division par deux, mais il faut être clair : il n'y a pas de division par deux. Si vous faites le calcul, à la fin, les gens payeraient plus



que la moitié. Pourquoi ? Parce que les entreprises, elles, ne payeraient plus rien. Déjà, dans le concept, la réduction de moitié ne s'applique pas à tout le monde ; on fait payer moins aux gens, mais on ne fait plus rien payer aux entreprises. Cela montre bien que cette initiative veut servir. Ce texte n'est pas un texte pour servir la population, c'est un texte pour servir les grands propriétaires d'entreprises, les oligarques, ceux qui ont les moyens et pour qui, en plus, on veut supprimer toute la redevance.

Et si ça divise plus ou moins par deux la charge, ça divise par six le produit. C'est bien ça le problème : quand vous devez avoir une couverture nationale, si vous divisez par deux le budget d'une organisation, ce qu'elle pourra faire avec un budget divisé par deux est beaucoup plus petit que la moitié. Parce qu'évidemment il y a un immense coût à garantir la liberté des régions linguistiques, à garantir les infrastructures de base, à garantir ce qu'on appelle les coûts fixes. Cette initiative vise à diminuer un peu le prix pour les gens et à supprimer tout ce que payent les entreprises, donc à alléger les plus riches et les plus grandes entreprises, en démolissant le service public. C'est évidemment scandaleux, parce qu'il s'agit, en réalité, d'une tentative de donner le coup de grâce à l'un des joyaux de la couronne de la Suisse, son service médiatique, sa liberté d'expression. La RTS n'est évidemment pas le seul média en Suisse, mais sa présence est une garantie de la liberté d'expression et de la possibilité de continuer à vivre dans une réelle démocratie.

L'importance de l'information et de la confiance que l'on peut apporter à la qualité de l'information est extrêmement élevée aujourd'hui. On voit qu'il est de plus en plus facile de créer des faux, de dire n'importe quoi. Il y a besoin de gens dont le métier est de dire où sont les faits et de le partager avec la population pour que la démocratie puisse vivre.

Quel monde veulent les gens qui soutiennent cette initiative ? Ils veulent d'un monde où l'on peut acheter les médias plutôt que d'en faire profiter les gens. Ils veulent d'un monde où les milliardaires et les oligarques décident quelle information est diffusée, plutôt que les faits, la valeur scientifique et le travail de recherche. Ils veulent d'un monde où l'argent détermine tout, détermine qui gagne les élections, détermine qui sait

AB 2025 N 752 / BO 2025 N 752

quoi, détermine qui travaille où, détermine qui a le droit de diriger et qui n'en a pas le droit. L'information de service public est une des seules façons de lutter contre ce monde et de garantir que la société puisse se faire avec une démocratie où les gens font société en se fondant sur les faits.

Évidemment, nombre de modèles existent pour le partage des médias. Vous pouvez acheter un abonnement, vous pouvez choisir. Cette SSR, qui existe, n'empêche pas les gens de choisir les médias qu'ils veulent consommer. Le modèle de la redevance, du moins le modèle où, en commun, on finance le service public, est le meilleur modèle pour garantir que chacun puisse avoir le maximum. Faites donc la comparaison : le prix d'un abonnement de presse écrite est à peu près équivalent à celui de la RTS pour un ménage. Cela coûte à peu près la même chose.

Vous rendez-vous compte de la différence de contenu qui est offerte d'un côté et de l'autre ? Non parce que les journalistes travaillent moins ou parce qu'ils ne travaillent pas bien, mais parce que le système de cohésion nationale, où tous ensemble nous finançons le service public permet de faire beaucoup plus avec la même contribution individuelle.

Si six services sont payés individuellement, mais sont séparés par des barrières, les personnes ont six fois moins accès à l'information. Avec un service commun financé en commun, la RTS peut fournir à la fois une information de qualité, du contenu audiovisuel, du contenu radio, des émissions de débat, de la discussion politique et peut soutenir la démocratie. Cela ne serait plus possible si chaque bout de contenu devait être payé individuellement. On paierait plus cher qu'avec la redevance, mais nous n'aurions accès qu'à un dixième du catalogue. Le système de catalogue que fournissent les organisations comme la SSR, le service public de l'information, n'est pas seulement important pour la démocratie : c'est rationnellement et économiquement la meilleure façon de fournir un média grâce auquel les auditeurs peuvent vraiment choisir une grande quantité de contenus.

Hug Roman (V, GR): Nun ist es uns möglich, über die SRG-Initiative zu sprechen. Was für ein staatspolitisch schlimmes Projekt, möchte man nach den Hiobsbotschaften einiger Vorredner meinen. Vom politischen Gegner wird darauf hingewiesen, dass bereits umfassende Sparprogramme eingeleitet wurden und diese Initiative unnötig sei. Selbstverständlich wurde die Gebührenabgabe in der vergangenen Zeit gesenkt. Aber es ist entscheidend, die Gründe dafür zu analysieren.

Ich sehe in erster Linie zwei Hauptgründe: erstens den politischen Druck des zuständigen Bundesrates. Herr Bundesrat Rösli, besten Dank für all Ihre Bemühungen in die richtige Richtung. Die zahlende Bevölkerung dankt es Ihnen. Zweitens muss auch festgehalten werden, dass ohne den Druck der heute zu beratenden



Initiative vieles nicht geschehen wäre. Die vergangenen Jahre haben eindrücklich aufgezeigt, dass die Organisation SRG nur auf Druck reagiert, und Druck bedeutet im politischen Umfeld meist Mittelentzug.

So kann man heute in diesem Rat gut über die konkrete Höhe der zu entrichtenden Gebühr streiten. Man kann mit guten Gründen für oder gegen die Initiative argumentieren. Was mich aber grundlegend stört, ist die Angstkampagne der Initiativgegner, die bereits heute breit ausgelegt wird. Ich spüre das in meinem Heimatkanton hautnah, dem dreisprachigen Graubünden. Insbesondere die Angstmacherei bezüglich der kleinsten unserer vier Sprachgemeinschaften, der rätoromanischen Bevölkerung, stört mich.

Wer behauptet, dass der kulturelle und insbesondere der sprachliche Zusammenhalt bedroht sei, spricht die Unwahrheit oder hat den Initiativtext nicht gelesen. Ich zitiere hier nochmals aus den Übergangsbestimmungen, Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 1: "Der Gesamtertrag der Abgabe unterliegt den vor Inkrafttreten dieser Verfassungsänderung geltenden Regeln über den Finanzausgleich zwischen den Sprachregionen" – und jetzt kommt es – "um für die sprachlichen Minderheiten gleichwertige und hochwertige Programme zu verbreiten." Also klarer kann von den Initianten nicht mehr festgehalten werden, dass eben genau dieser Grundauftrag nicht im Ansatz angetastet wird.

Genau dieselbe Angst wird verbreitet, indem gesagt wird, dass eine lokale Berichterstattung nach Annahme dieser Initiative nicht mehr möglich sei. Das ist eine völlig verdrehte Argumentation, denn die Gelder für lokale Medienunternehmen werden nicht angetastet. Die Volksinitiative "200 Franken sind genug!" will die privaten Angebote von Radio und Fernsehen gegenüber denjenigen der SRG auf keinen Fall schwächen. Die Privaten erhalten ihre heute schon knapp bemessenen Gebührenanteile ausschliesslich – ich wiederhole: ausschliesslich – zur Erfüllung ihres Informationsauftrages. Deshalb soll in Artikel 197 der Bundesverfassung, Absatz 2 der Übergangsbestimmungen, festgehalten werden: "Der Anteil der privaten regionalen Radio- und Fernsehveranstalter an der Abgabe für Radio und Fernsehen entspricht mindestens" – mindestens! – "der vor Inkrafttreten dieser Verfassungsänderung in ihren Konzessionen definierten Summe."

Auch ich als Vertreter eines dreisprachigen Kantons kann gut hinter dieser Initiative stehen, denn mit der Annahme ebendieser kann in diesem Parlament endlich wieder seriös über den Grundauftrag der SRG debattiert werden. Um es etwas plakativer darzustellen: Wir brauchen in diesem Land wieder mehr echte und unabhängige Berichterstattung aus allen Landesteilen und weniger Glorifizierung von C-Promis in seichten Unterhaltungsformaten. Oder kurz zusammengefasst: mehr Grundauftrag und weniger Nemo.

Mit der Annahme dieser Initiative kann der Grundstein für diese Entwicklung gelegt werden, besten Dank dafür.

Durrer Regina (M-E, NW): Geschätzter Herr Hug, Sie sagten, dass der Verteilschlüssel gleich bleibe. Aber ist es dann, wenn der Verteilschlüssel gleich bleibt und die Menge halbiert wird, nicht so, dass nur noch die Hälfte zur Verfügung steht und das gerade auch in Ihrer Sprachregion wirklich schmerzt?

Hug Roman (V, GR): Nein, ich sehe das anders. Schmerzen würde uns, wenn die SRG weiterhin diese Politik betreibt und eben voll auf diese Unterhaltungsformate setzt. Wir brauchen in unserem Kanton mit drei Sprachregionen gute Informationsgefässe. Die haben wir schon heute, und die werden wir auch in Zukunft behalten. Den Rest sollen Private erledigen.

Fonio Giorgio (M-E, TI): Sette anni dopo l'iniziativa gemella che chiedeva l'abolizione tout court del canone, il popolo svizzero sarà nuovamente chiamato alle urne per esprimersi su una nuova proposta che questa volta non mira ad azzerare il finanziamento, ma in modo più subdolo a dimezzarlo. Un'iniziativa dal titolo accattivante, "200 franchi bastano!". Peccato che non viene mai detto per cosa dovrebbero bastare. Bastano per un servizio pubblico serio, pluralista, in quattro lingue? Assolutamente no! Bastano per una SSR che garantisca informazione regionale e culturale in tutte le aree del Paese? Assolutamente no! Bastano per assicurare alle regioni periferiche, da cui provengo, un servizio di qualità al servizio della cittadinanza? Assolutamente no!

I fautori dell'iniziativa non hanno mai risposto a una domanda fondamentale – bastano per cosa? – e da quello che abbiamo sentito, non lo faranno nemmeno oggi. Quello che è certo sono invece le conseguenze che l'approvazione di questa iniziativa comporterebbe: 2400 posti di lavoro diretti cancellati, altri 2400 nell'economia privata colpiti a cascata, e centralizzazione dell'offerta con un inevitabile impoverimento informativo, culturale e sul piano dell'intrattenimento nelle regioni come il Canton Ticino. È davvero questo che vogliamo?

Tutto ciò accade mentre il canone in passato è già stato ridotto da 451 a 335 franchi e scenderà a 300 franchi entro il 2029, un taglio ulteriore del 17 per cento. Si tratta di una decisione politica già presa che la SSR sta affrontando con serietà e responsabilità, ma non senza dolore. I licenziamenti sono purtroppo già iniziati, e altri seguiranno. Nessuno di noi in questa sala ha vissuto un solo giorno della propria vita senza la SSR. La conosciamo ciascuno nella nostra lingua, nella nostra regione, nella nostra cultura. Questa Camera ha votato per salvare gli uffici postali e giustamente ci



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2025 • Erste Sitzung • 02.06.25 • 14h30 • 24.060
Conseil national • Session d'été 2025 • Première séance • 02.06.25 • 14h30 • 24.060



AB 2025 N 753 / BO 2025 N 753

indigniamo quando le ex regie federali si comportano come il peggior datore di lavoro del Paese.
Quindi, se vogliamo essere coerenti, se vogliamo davvero salvaguardare la coesione nazionale e sociale, allora dobbiamo in modo chiaro, netto e responsabile respingere questa iniziativa popolare.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 19.00 Uhr
La séance est levée à 19 h 00

AB 2025 N 754 / BO 2025 N 754

